



Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
International Institute for Water and Environmental Engineering

Analyse des modèles de gestion des appuis dans le cadre des interventions humanitaires d'urgence en sécurité alimentaire : cas de l'organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans la région de Tahoua au Niger

**MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU
MASTER SPECIALISE EN MANAGEMENT
STRATEGIQUE ET OPERATIONNEL**

Présenté par :

ANDRIAMAHOLISOA Rakototiana

Travaux dirigés par : ADOLPHE KADEOUA

Jury d'évaluation :

- Président :
- Encadreur professionnel : ILLYA MIKO

Remerciement

Au terme de ce stage, il importe d'exprimer ma reconnaissance ainsi que mes sincères remerciements à tous ceux qui m'ont soutenu et aidé tout au long de cette période.

Mes remerciements vont en tout premier lieu à l'endroit de :

- Monsieur le Représentant de la FAO en la personne de Monsieur Aboubacar WAISS, sans qui je n'aurais pu jamais partir pour cette aventure à Tahoua. Je lui remercie pour son soutien, ses conseils, sa disponibilité malgré ses multiples occupations, responsabilités et aussi sa précieuse aide apportée à ce présent travail et ses nombreuses idées.

-Monsieur Le Coordonnateur de l'Unité des Urgences ERCU/FAO pour m'avoir accepté comme stagiaire dans sa direction et qui a fait preuve d'une bonne compréhension et d'une assistance considérable à notre égard. Qu'ALLAH lui en soit reconnaissant.

- Monsieur Nourou Macki TALL, Chargé de programme à la FAO, qui malgré ses multiples occupations, m'a supporté pour l'encadrement. Je lui remercie pour sa précieuse aide apporté à ces travail et ses nombreuses orientations dans sa réalisation

- Monsieur ILLYA Miko, Expert en semences agricoles de la FAO / Niger pour son encadrement et ses franches collaborations durant la mise en œuvre de cette activité.

- Tous les membres de l'Institut 2ie, particulièrement Monsieur Adolphe KADEOUA, qui a accepté d'être l'encadreur au niveau de l'école.

Je tiens vivement à remercier :

-Tous les personnels du système de Nations Unies à Tahoua qui m'ont apporté de près ou de loin ses appuis et aides à la réalisation de cette étude.

- Ma famille pour ses soutiens et ses patiences pour m'épauler à mener à termes cette étude.

Résumé

La problématique de la réduction de la pauvreté est aux cœurs des objectifs mondiaux et nationaux. Au Niger plusieurs projets se sont intéressés à cette thématique dans le cadre des actions humanitaires suite aux crises récurrentes sylvo-agropastoral et alimentaire.

La notion d'insécurité alimentaire est toujours associée aux problèmes de pauvretés dues à des crises agricoles nécessitant des interventions humanitaires. La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

Les problèmes de pauvreté, de faim et de malnutrition, rencontrés dans de nombreux pays, présentent des liens étroits et complexes avec l'insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire est une forme de pauvreté, justifiant de mettre clairement l'accent sur la réduction de la faim, la sécurité alimentaire et la garantie du droit à une alimentation adéquate dans les stratégies et politiques de réduction de la pauvreté.

L'Objectif de Millénaire pour le Développement n°1 (OMD) concerne la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. Les programmes de sécurité alimentaire s'inscrivent dans un effort conjoint et intégré de réalisation de l'OMD 1 pour réduire la pauvreté et la faim dans les pays concernés.

Aucun programme n'est en mesure d'appréhender la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions et sa complexité. Les programmes peuvent cibler un aspect spécifique de la sécurité alimentaire, ou bien envisager d'agir sur plusieurs aspects liés en adoptant une approche plus large dont la coordination devrait être une plateforme incontournable de tous les intervenants.

Les cadres conceptuels sont des outils utiles pour l'analyse de la sécurité alimentaire et constituent un point de départ essentiel pour la conception de programmes de sécurité alimentaire appropriés.

Souvent une zone agricole ayant des paysans pastoraux comme la province de Tahoua a toujours ce problème de récurrences des crises alimentaires, ces crises obligent les autorités et les politiciens à recourir à des appels de fonds pour subvenir aux besoins d'une population de plus en plus vulnérable et c'est dans ce sens que les organismes à vocation de mise en œuvre des actions

humanitaires se sont multipliées dans cette localité suivant les secteurs et les organismes selon leurs mandats respectifs.

Le cas de la région de Tahoua est confirmé par la présence du système de nations unies depuis des années soixante et ces organisme se sont multipliés à partir de la grande sècheresse de 1974, dont le Programme Mondiale pour l'Alimentation (PAM), l'Organisation Mondiale de l'Agriculture et de l'Alimentation (FAO), l'UNICEF (Organisation des Nations Unies pour l'Enfance), l'UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés), l'OCHA (Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires du système de nations unies).

Cette étude en général porte les détails des interventions de la FAO dans la région de Tahoua en parcourant leurs forces et faiblesses, pour proposer après les différentes suggestions de réduction de la famine et amélioration de cadre de vie rurale. Elle s'oriente également vers la nécessité d'une bonne coordination des actions humanitaires pour avoir plus de résultats dans l'échelle et dans la qualité des interventions.

Elle montre également les méthodologies utilisées par la FAO pour arriver à cet objectif de gestion à court terme des crises et la mise en œuvre des activités pour le relèvement et la résilience des familles vulnérables, ces situations font partis des résultats attendus de l'organisme qui peuvent être atteint après une certaines périodes d'interventions humanitaires.

Elle porte également sur l'analyse des forces et faiblesses des appuis en matériels et semences améliorées agricoles basée sur une approche participative. Ces appuis peuvent apporter en une grande partie les semences nécessaires pour chaque campagne aux ménages atteints par la crise et impliquent toutes les structures mobilisées pour la gestion de la sécurité alimentaire au niveau régional. La faiblesse qui découle de l'étude et l'insuffisance de la coordination et des gestions des interventions sur terrain, qui engendrent une discordance voir doublon des appuis dans un même endroit (sites, villages, communes, ...)

La proposition d'un renforcement de la structure étatique et le maintien du rôle régalien de l'organe désignée par l'état (CRPGCA) pour assurer la coordination des actions humanitaires dans le cadre de la sécurité alimentaire est une des recommandations découlées de cette étude.

- Mots clés : Vulnérabilités, Pauvretés, Résilience, Sécurité alimentaire, Fonctions régaliennes

ABSTRACT

The problem of poverty is in the hearts of global and national target. In Niger several projects have focused on this topic in the context of humanitarian response to recurring Agro - forestry and food crises. The concept of food insecurity is always associated with problems of poverty due to agricultural crises requiring humanitarian interventions. Food security exists when all people, at all times, have physical and economic access to sufficient, safe and nutritious food to meet their dietary needs and food preferences for an active and healthy life.

Problems of poverty, hunger and malnutrition encountered in many countries have close and complex relationship with food insecurity. Food insecurity is a form of poverty, justifying a clear focus on reducing hunger , food security and the guarantee of the right to adequate food in the strategies and policies for poverty reduction. The objective of the Millennium Development 1 (MDG) for the reduction of extreme poverty and hunger.

The food security programs are part of a joint effort and integrated MDG 1 to reduce poverty and hunger in the countries concerned. No program is able to understand food security in all its dimensions and complexity. Programs can target a specific aspect of food security, or consider acting on several aspects by adopting a broader approach in which coordination was an essential platform for all stakeholders. Conceptual frameworks are useful tools for the analysis of food security and are an essential starting point for the design of appropriate food security programs. Often an agricultural area with pastoral farmers as Tahoua province still has this problem of recurrent food crises, these crises require the authorities and politicians to resort to fundraising to support a population of more vulnerable and it is in this sense that bodies with implementation of humanitarian operations have grown in this locality across sectors and organizations within their respective mandates. The case of the Tahoua region is confirmed by the presence of the United Nations system since the sixties and the agency have increased from the great drought of 1974, the World Food Program (WFP), the World Organization for Agriculture and Food (FAO), UNICEF (United Nations Children's Fund) , UNHCR (High Commissioner for Refugees United Nations) , OCHA (Office Coordination of Humanitarian Affairs of the United Nations system). This study generally carries details of FAO interventions in the Tahoua region by browsing their strengths and weaknesses, to provide after various suggestions for reducing hunger and improving rural livelihoods framework. It is also moving towards the need for good coordination of humanitarian operations for more results on the scale and quality of interventions.

It also shows the methodologies used by FAO to achieve this objective in the short term management of crises and implementation activities for the recovery and resilience of vulnerable families, these situations are among the outcomes of the organization can be reached after a certain period of humanitarian interventions. It also focuses on the analysis of the strengths and weaknesses of support hardware and improved agricultural seed based on a participatory approach. This support can bring in much needed seeds for each campaign to households affected by the crisis and involve all structures mobilized for the management of food security at the regional level. Weakness resulting from the study and the lack of coordination and the management of interventions in the field, which cause a mismatch, see duplicate support in one location (sites, villages, municipalities ...).

The proposed strengthening of the state structure and maintaining the sovereign role of the body designated by the state (CRPGCA) to coordinate humanitarian action in the context of food security is one of the recommendations of this study results.

Keywords: Vulnerabilities, Poverties, Resilience, Food Security, sovereign functions

Sommaires

Remerciement.....	2
Résumé.....	3
ABSTRACT.....	5
Keywords : Vulnerabilities, Poverties , Resilience , Food Security, sovereign functionsSommaires.....	6
Sigles et abréviations.....	9
Liste des tableaux.....	10
Listes des figures.....	11
Introduction.....	12
CHAPITRE I : Contextes.....	15
1-1- Contextes généraux.....	15
1-2- Contexte de Tahoua et justification de l'étude.....	16
CHAPITRE II : Généralité sur la lutte contre la pauvreté rurale, la sécurité alimentaire et les zones d'études.....	18
2-1- Problématiques.....	18
2-1-1- Problématique de la pauvreté rurale.....	18
2-1-2- Concept de la pauvreté à Tahoua.....	19
2-1-3- Vulnérabilité.....	20
2-1-3-1- Causes de la pauvreté au Niger.....	20
2-1-3-2- Principales stratégies de réduction de la pauvreté.....	21
2-2- Contexte de la sécurité alimentaire.....	21
2-2-1- Définition de la sécurité alimentaire.....	21
2-2-2- Le droit à une alimentation adéquate.....	22
2-2-2-1- Protection des groupes vulnérables selon la dignité humaine.....	22
2-2-2-2- Raisons économiques et sociales de la faim, la malnutrition et la pauvreté.....	23
2-2-3- Concepts liés à la sécurité alimentaire.....	23
2-2-3-1- La pauvreté.....	24
2-2-3-2- La faim.....	24
2-2-3-3- La malnutrition.....	25
2-2-4- Lutte contre l'insécurité alimentaire.....	26
2-3- Généralité sur la zone d'étude.....	27
2-3-1- Présentation de la région d'Etudes.....	27
2-3-2- Justification de la zone d'étude.....	29
2-3-3- Villages déficitaires ou villages à risque.....	29
2-3-4- Situation climatique, sols et végétations.....	31

CHAPITRE III : Méthodologies de travail	32
3-1- Choix et justification de l'organisme d'interventions (FAO).....	32
3-2-Le ciblage des bénéficiaires.....	32
3-3- La méthode d'analyse par HEA	33
3-3-1- Problématique des ménages vulnérables	33
3-3-2- Description quantitative de l'économie de ménage	35
3-3-3- Corrélation entre choc et capacité d'autosubsistance du ménage	36
3-3-4- Les avantages de l'approche économie de ménage	37
3-3-5- Conseils d'application de la méthode HEA.....	38
CHAPITRE IV : Analyse des activités de la FAO.....	39
4-1- Les activités d'appuis agricoles de la FAO à Tahoua	39
4-1-1- Les appuis dans le cadre des activités de production céréalière durant chaque campagne pluviale	39
4-1-1-1- Déroulement et contenus de la distribution des semences céréalières	39
4-1-1-2- Objectifs de distribution des semences améliorées de céréales	39
4-1-2- Les appuis en semences améliorées des cultures irriguées ou maraichages	40
4-1-2-1- Déroulement de l'activité de cultures irriguées.....	40
4-1-2-2- Objectifs de l'activité de culture irriguées	41
4-1-3- Les résultats des activités de mise en œuvre pour les deux campagnes de culture.....	42
4-2- Le cluster Sécurité alimentaire dans la région de Tahoua	43
4-2-1- La FAO et le Cluster sécurité alimentaire	43
4-2-2- Conduite de l'opérationnalisation du système « cluster » au niveau régional	44
4-2-3- Les actions de coordination du CRPGCA Tahoua	45
a- Missions principales	45
b- Domaines d'expériences et zones d'interventions.....	46
c- Relation avec la FAO et les autres partenaires humanitaires	46
4-3- Les forces et les faiblesses du système d'intervention de la FAO à Tahoua	47
4-3-1- Les Forces de l'intervention de la FAO.....	47
4-3-2- Les Faiblesses	47
CHAPITRE V – Recommandations et suggestions	49
5-1- Suggestions :	49
5-1-1- Sur le plan organisationnel	49
5-1-2- Sur le plan technique	49
5-1-3- Sur le plan institutionnel.....	50
5-2- Recommandations sur les fonctions régaliennes des services étatiques.....	51
CONCLUSION	52
Annexes :.....	54

Sigles et abréviations

AGR Activité génératrice de revenu
BAB Banque Aliments Bétail
BC Banque Céréalière
CCA : cellule des Crises Alimentaires
CDA : Chef de District Agricole
CEP : Champs Ecole Paysan
CIB : Cellule d'Intervention de Base
CRA : Chambre Régionale d'Agriculture
CR /CSR : Comites Régionaux et Comites Sous régionaux
CCA Cellule Crise Alimentaire
CC/SAP Cellule de coordination du Système d'Alerte Précoce
CERF Fonds Central pour la Réponse à l'Urgence
CRC Comité Restreint de Concertation
CRPGCA Comité Régional pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires
CSRPGCA Comité Sous régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
CSI Centre de Santé Intégré
CSRD Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie
DNP-GCA : Dispositif National de Prévention et de gestion des Crises Alimentaires
FAO Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture
FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole
GADED : Groupement d'Actions pour le Développement Economique Durable de Bouza/Tahoua
GRC Gestion des Risques de Catastrophe
GTI/GCA Groupe de Travail Interdisciplinaire pour la Gestion des Crises Alimentaires
HASA Haute Autorité à la Sécurité Alimentaire
HEA : Approche sur l'Economie des Ménages
INRAN : Institut National de la Recherche Agronomique
INS : Institut National de la Statistique
MA Ministère de l'Agriculture
MH/E Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement
OCHA Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS Organisation Mondiale de la Santé
ONG Organisation Non Gouvernementale
OPVN Office des Produits vivriers du Niger
OP : Organisation Paysanne
PAM Programme Alimentaire Mondiale
PDES : Programme de Développement Economique et Sociale de Niger
PIB Produit Intérieur Brut
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PNC_MR Plan National de Contingence Multi Risque
SAP Système d'Alerte Précoce
SDR Stratégie de Développement Rural
SRP Stratégie de Réduction de la Pauvreté
UNHCR Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF Organisation des Nations Unies pour l'Enfance

Liste des tableaux

Tableau 1 : Sources des aliments suivant type de ménage à Tahoua	24
Tableau 2 : Schéma illustratif du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV) (FAO, 2011)	26
Tableau 3 : Situation de la région de Tahoua pour les villages à risques et déficitaires à plus de 45 %	30
Tableau 4 : Exemple de sources de nourriture d'un ménage à Tahoua (PAM, 2012).....	34
Tableau 5 : Sources alimentaires de référence, prévues et réelles, foyers pauvres et Intermédiaires, populations pastoralistes.....	35
Tableau 6 : Evènement marquant et performance saisonnières des ruraux de Tahoua	36
Tableau 7 : Les principaux risques auxquels font face les ménages de la région de Tahoua.....	37
Tableau 8 : Liste des départements bénéficiaires par quantités des semences de la distribution des types de céréales pour la campagne pluviale 2011/12 par la FAO Tahoua.....	40
Tableau 9 : Récapitulatif de l'appui de la FAO Tahoua en semences maraichères et engrais dans les sites de la région de Tahoua (campagne 2010/11)	42

Listes des figures

Figure 1 : Carte de présentation de la région de Tahoua au nord-est de Niamey	17
Figure 2 : Répartition par zones des moyens d'existence à Tahoua	28
Figure 3 : Situation climatique dans la commune de Kalfou (Tahoua)	31

Introduction

A l'instar des autres pays du Sahel, le Niger est caractérisé par la persistance des facteurs de vulnérabilité aussi bien d'ordre naturel, anthropique et institutionnel. Les facteurs d'ordre naturel sont liés à la perturbation des écosystèmes et de ses conséquences. Parmi celles-ci, on peut citer les sécheresses successives, la faible productivité des terres consécutive à la baisse de la fertilité des sols à laquelle s'ajoute l'exposition à divers aléas naturels : feux de brousse, inondations, vents violents, la pression parasitaire sur les cultures (invasion acridienne, oiseaux granivores, etc.). Les facteurs anthropiques et institutionnels, par contre, relèvent de la responsabilité directe ou indirecte de l'homme. Parmi ces facteurs, on peut citer la pression démographique, la mauvaise gouvernance et la mise en place des politiques d'ajustement structurel et leurs corollaires. En plus de ces facteurs le Niger fait face à des déplacements forcés de population résultants de la crise au Nord du Mali ; l'insécurité au Nigéria et le conflit en Libye. Suite à ces crises le Niger a enregistré près de 52.000 réfugiés maliens et plus de 260.000 retournés de la Libye, ce qui contribue à la détérioration des conditions de vie des ménages ruraux déjà fragilisées par les mauvais résultats de la campagne agropastorale 2011/2012 (près de 700.000 tonnes de déficit céréalier et plus de 10 millions de tonnes de matière sèche de déficit fourrager).

Il est maintenant largement reconnu que les phénomènes de pénurie alimentaire et de famine sont mieux compris, non seulement en termes d'approvisionnement de nourriture, mais en termes de capacité des populations à avoir accès à des quantités suffisantes de nourriture.

Car, même dans les pays riches où il existe une offre abondante de nourriture, des personnes peuvent souffrir de la faim si elles n'ont pas suffisamment d'argent pour en acheter.

Ce critère d'accès à la nourriture est très utile pour expliquer comment la pénurie alimentaire et la famine surviennent. Il explique par exemple, comment dans des pays pauvres, où même en temps normal certaines personnes n'ont pas suffisamment à manger, de mauvaises récoltes ou d'autres productions déficitaires sont rarement suivies de pénurie alimentaire.

Même dans des situations de récoltes gravement déficitaires, les populations peuvent souvent se procurer suffisamment de nourriture pour survivre, en puisant dans leurs réserves ou bien en échangeant leur épargne, leur bétail et d'autres biens contre de la nourriture. Même les plus démunis, ceux qui n'ont ni biens ni réserves, peuvent arriver à survivre en trouvant du travail supplémentaire ou d'autres sources de revenus.

En effet les actions humanitaires qui sont destinées à résoudre tous ces problèmes d'accès et de disponibilité des nourritures constituaient un des éléments clés disponibles à la main de

l'humanité. Cependant, dans la pratique, ce concept d'accès à la nourriture s'est révélé moins utile. Bien que le suivi des productions et des échanges de nourriture (par exemple en les surveillant à distance ou en suivant les prix) soit devenu affaire de routine, il est plus difficile d'évaluer la capacité des personnes à avoir accès à suffisamment de nourriture. Il est facile d'observer un déficit dans les récoltes, une augmentation dans le prix des denrées de base ou toute autre crise, mais il est beaucoup plus difficile d'expliquer en quoi ces phénomènes peuvent affecter la capacité des populations à se procurer suffisamment de nourriture.

Nous ne comprendrons tout cela que si nous étudions les modèles d'appuis en actions humanitaires par rapport à leur activité économique en temps normal : c'est-à-dire comment ils gagnent leur vie d'habitude, leurs économies, leurs réserves et leur patrimoine, et comment la main d'œuvre ou la production des ménages sont échangées contre d'autres marchandises.

Arriver à comprendre l'accès à la nourriture pose des problèmes techniques considérables. L'information dont nous avons besoin concerne souvent des populations importantes, avec des économies variées, souvent situées dans des régions très isolées comme le cas de Tahoua. Pour être utile, cette information doit être suffisamment fiable pour susciter une action, et elle devrait montrer, non seulement que des personnes ne peuvent se procurer de la nourriture en quantité suffisante, mais aussi quantifier le problème et proposer des approches d'interventions possibles.

C'est ainsi que cette étude a été faite pour voir dans un premier temps les contextes de pauvretés et des vulnérabilités dans le Niger en général et dans la région de Tahoua en particulier.

Ensuite, la présentation de la zone d'étude et la notion en sécurité alimentaire vont s'ensuivre pour savoir réellement la raison d'être du choix de la zone et la justification du thème interventions humanitaires.

Dans un troisième chapitre nous allons voir les présentations de quelques grandes entités du système de nations unies dont la FAO, le PAM et l'UNICEF avec la méthodologie adoptée dans la collecte de donnée. Ces étapes permettent à l'analyse et diagnostic de la situation dans le cadre de l'insécurité alimentaire par rapport aux fonctions régaliennes du service étatique (ministères de l'agriculture) ; ils consistent également à identifier un mécanisme permettant à une bonne coordination de toutes les interventions dans le cadre des actions humanitaires dont la création de groupe thématique de cluster.

Dans le quatrième partie nous allons essayer de parcourir une à une les différentes activités de ces acteurs humanitaires en tirant des conclusions sur l'importance d'une bonne coordination

Le dernier chapitre montre les résultats de l'analyse et les suggestions pour mieux gérer et coordonner les interventions de l'ensemble de la plateforme qui assurent la résilience et l'autonomie d'une population vulnérable par les biais de ses orientations et appuis humanitaires.

CHAPITRE I : Contextes

1-1- Contextes généraux

La baisse tendancielle de la pluviométrie (sécheresses successives) observée à partir des années 1970 dans la plupart des pays sahéliens ainsi que la forte pression démographique et la dégradation des ressources naturelles (baisse de fertilité des sols), ont eu pour conséquences de diminuer les productions agricoles. Ces facteurs ont fortement milité en faveur de la multiplication des actions d'aide et d'appui dans le cadre des urgences comme stratégie prioritaire en matière de développement durable humanitaire.

Pays sahélien enclavé au cœur de l'Afrique occidentale, appartenant au groupe des Pays les Moins Avancés (PMA), disposant d'une économie essentiellement rurale, le Niger couvre une superficie de 1.267.000 km² où vivent près de 17 129 076 d'habitants dont 81,6 % vivent en milieu rural (*INS 2013*), avec un taux d'accroissement naturel de 3,3% et une densité moyenne de moins de 12 hab/km² qui varie de plus de 100 hab/km² dans certaines vallées méridionales du pays à moins d'un hab/km² dans la partie désertique.

Le volume et la répartition des pluies, très déterminant pour la plupart des activités rurales, sont irréguliers d'une année à une autre et d'un endroit à un autre.

L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités économiques du pays. A l'heure actuelle, l'agriculture pluviale et les cultures irriguées assurent la presque totalité de la production céréalière du pays.

Malgré l'importance contribution du secteur agricole à l'économie nationale à la hauteur de 47,4% (du PIB) en 2008 dont 29,6 % pour les productions végétales, 13,2% pour les productions animales et 4,6% pour les productions forestières et halieutiques, les productions agro-pastorales sont très fortement marquées par les aléas climatiques et ont connues beaucoup de régression proportionnelle à la réduction de la pluie et le changement climatique en cours.

Le Niger a connu une croissance économique de l'ordre de 3,8% entre 1990 et 2010. L'économie nationale est dominée par le secteur rural qui a contribué pour environ 45% au PIB en 2010. L'agriculture et l'élevage qui sont les principales composantes de ce secteur occupent plus de 85% de la population rurale active. La balance commerciale et celle des paiements dégagent d'importants déficits pour l'année 2011, respectivement de 442,1 et de 24,2 milliards de FCFA (SPIN 2013).

Cependant, au regard de la situation alimentaire qu'a connu le Niger à cette période (de 1983 à 2000, le bilan de la production céréalière disponible a été déficitaire 14 années sur 17), le Gouvernement dû trouver des solutions alternatives visant à promouvoir et à développer le secteur agricole. Ce dernier est le principal secteur d'activité, occupant une place centrale dans l'économie du pays. En 2003, l'agriculture a contribué à 40% du PIB (*FAO*). Dans cette perspective, le gouvernement nigérien, sous l'impulsion de la Banque Mondiale, décida, étant donné les relatifs échecs des grands aménagements collectifs, de mobiliser les partenaires dans le cadre du développement humanitaire du système de nations unies basée sur l'appui des ménages vulnérables et déficitaires pendant les campagnes agricoles successives.

Selon cette optique, des différents intervenants comme le PAM, l'UNICEF la FAO ont installé leurs bureaux respectifs pour venir en aide le pays du Niger en général dont Tahoua et parmi une des grandes régions.

1-2- Contexte de Tahoua et justification de l'étude

C'est une province au nord-est du pays et à 547 km de route de la ville de Niamey. Tahoua présente aussi des atouts en capital physique, social et humain sur lesquels les investissements nécessaires pour renforcer la sécurité alimentaire doivent s'appuyer. Le potentiel productif agro-sylvo-pastoral, le dynamisme économique et commercial de sa population, et sa capacité à innover sont caractéristiques de la région. Hors situations climatiques extrêmes, les niveaux de production suffisants assurent une bonne disponibilité alimentaire, mais en année de faible pluviométrie (cas de l'année 2009), les productions de mil, de sorgho et de niébé ont baissé de 20%, 33% et 60% respectivement. La région recèle également de près de 2 000 ha de terres irrigables dont près de 800 ha sont déjà aménagés par le Projet de promotion de la petite irrigation (Banque mondiale) et 700 ha à aménager par le PUSADER (*FIDA*). Enfin il existe un potentiel de développement de l'élevage avec la complémentarité des zones agro-écologiques (pâturage, fourrage).

Figure 1 : Carte de présentation de la région de Tahoua au nord-est de Niamey



CHAPITRE II : Généralité sur la lutte contre la pauvreté rurale, la sécurité alimentaire et les zones d'études

2-1- Problématiques

2-1-1- Problématique de la pauvreté rurale

C'est bien plus la pauvreté que l'insuffisance globale des productions agricoles qui explique pourquoi près de un milliard de personnes souffrent encore de la faim dans le monde. À l'échelle mondiale, la production végétale dépasse en effet déjà les 330 kg d'équivalent céréales, en moyenne annuelle par habitant, alors même qu'il n'en faudrait qu'environ 200 kg pour que chaque personne puisse satisfaire correctement ses besoins vivriers.

Le paradoxe est que pour plus des deux tiers, ceux qui souffrent de nos jours de la faim et de la malnutrition sont des paysans du « Sud » dont les faibles revenus ne leur permettent pas d'acheter suffisamment de nourritures ou de s'équiper correctement pour produire par eux-mêmes de quoi manger.

En effet, les agriculteurs du « Sud » dont l'outillage est manuel ne peuvent guère résister à la concurrence des exploitations moto-mécanisées des autres pays avancés, dont la productivité du travail est plusieurs fois supérieure. Comment peut-il, dans ces conditions, dégager des revenus suffisants pour manger correctement et investir dans son exploitation

Au Niger, la pauvreté est un phénomène multidimensionnel et complexe. C'est pourquoi, il est très difficile de lui donner une définition claire et unique. Elle peut être définie comme un état de dénuement individuel ou collectif qui place l'homme dans une situation de manque ou d'insatisfaction de ses besoins vitaux essentiels. En effet, elle se traduit par l'absence de revenu adéquat (pauvreté monétaire) pour faire face aux besoins fondamentaux en matière de nutrition, de sécurité alimentaires, de santé et d'accès aux infrastructures de base.

Elle se traduit également par un manque d'opportunité de participer à la vie socio-économique. La pauvreté est définie par la population comme l'opposé du « bien-être » qu'elle considère comme une économie en ressources matérielles, une voie ouverte aux opportunités et à un équilibre sociale et psychologique.

La pauvreté liée au « mal-être » dont elle est le reflet à travers « un manque de nourriture manque de surplus de vivres, des ressources, absences d'influences, rien n'est certain, tout est aléatoire » (SRP, 2002). Elle a été pendant longtemps perçue par les populations comme un

phénomène naturel ou comme une fatalité. Cette vision a évolué grâce aux efforts conjugués de la lutte contre la pauvreté.

Le Niger se place dans les derniers rangs des 182 pays du monde classés selon l'indice de développement humain (IDH) du PNUD. Ainsi, selon une enquête budget consommation des ménages menée en 1994-1995, 63% de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté monétaire (75 000 et 50 000 Fcfa par an respectivement pour les zones urbaines et rurales) et 34 % en dessous du seuil de pauvreté extrême (50 000 Fcfa en milieu urbain et 35 000 Fcfa en milieu rural). La pauvreté est principalement rurale et féminine où près de deux (02) nigériens sur trois (03) sont pauvres, plus de quatre (4) pauvres sur (5) vivent en milieu rural et trois (3) pauvres sur quatre (4) sont des femmes au foyer et inactives. La pauvreté a reculé très faiblement, passant de 63% en 1990 à 62,1% en 2005 et à 59,5% en 2008 (*PDES-Niger, 2012*).

Les pauvres présentent 44 % de la population totale à Tahoua. Parmi eux, 24% étaient considérés comme très pauvres en 1994. Les femmes et les jeunes en constituent la frange la plus importante. Cette pauvreté à Tahoua tout comme dans tous les autres régions du pays est plutôt rurale qu'urbaine et affecte plus les femmes que les hommes. Entre 2005 et 2008, la pauvreté a reculé à Tahoua, en passant de 45,9 % à 16,1% de la population (CRAT, 2011).

Du point de vue global, la profondeur et la sévérité de cette pauvreté ont légèrement diminué entre 2005 et 2008, en demeurant cependant à des niveaux encore élevés.

Ceci peut s'expliquer d'une part, par les progrès réalisés en termes d'accès aux services sociaux de base, à une alimentation saine et équilibrée, à une source d'eau potable et à un cadre de vie et de l'habitat décent (*PDES-Niger, 2012*) ; d'autre part, par l'émergence de l'agriculture irriguée au profit des producteurs ruraux.

2-1-2- Concept de la pauvreté à Tahoua

L'approche subjective de la pauvreté a été utilisée lors de l'enquête. Elle consiste non pas à se référer à des conditions objectives d'existence, mais à interroger directement les ménages sur la perception qu'ils ont de leur réalité (conditions de vie, disponibilité en stock de vivre et nombre de tête de bétail au niveau du foyer,)

Les personnes ressources interviewées distinguent trois situations économiques : les personnes très pauvres qui vivent le jour au jour, les personnes moyennement pauvres qui assurent un certain niveau d'alimentation, les personnes moyennes qui a quelques stock et

denrées à la maison, et les personnes riches ou nantis qui ont d'autres perspectives à part l'alimentation comme investissement et thésaurisations sous plusieurs formes.

Les résultats de l'enquête de classification selon le degré de prospérité et de vulnérabilité des ménages réalisée au cours du diagnostic participatif de 2008, font ressortir que 52% des ménages de la commune sont pauvres, 41% sont moyens et 7% sont riches sur échantillon de 20 villages / hameaux totalisant 60 personnes interviewées (*GADED, 2008*)

2-1-3- Vulnérabilité

La nature multidimensionnelle de la pauvreté fait de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté une démarche participative et globale s'inscrivant dans la perspective d'un développement durable et prenant en compte plus spécifiquement les groupes sociaux vulnérables.

La vulnérabilité est dynamique et se manifeste au Niger surtout du fait de la précarité de certains facteurs comme les ressources naturelles, la disponibilité alimentaire, la santé, l'éducation, les rapports sociaux, etc. L'analyse de la vulnérabilité s'intéresse aux aspects du développement rural, la sécurité alimentaire et la population (*SRP, 2002*). A cet effet, la réponse d'urgence à l'insécurité alimentaire est axée notamment sur le renforcement des banques céréalières et le développement des travaux à haute intensité de main d'œuvre. Ainsi, la valorisation des ressources naturelles telles que, le développement de la petite irrigation, celui de l'arboriculture fruitière, permettent également de contribuer à une amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des producteurs du coût à l'allègement de la pauvreté (*PDES, 2012*).

2-1-3-1- Causes de la pauvreté au Niger

Les causes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire sont multiples. Elles sont étroitement liées au type de ménages. Elles peuvent être engendrées du fait de la croissance démographique, des sécheresses successives, des mauvaises récoltes, de la dégradation du potentiel productif, de l'enclavement, du recul sensible de la solidarité et de l'entraide, de la faiblesse du capital et des revenus, etc. Il faut aussi ajouter à cette longue liste de problèmes auxquels fait face le pays, l'insuffisance des infrastructures commerciales, les pertes de superficies cultivables dues à l'érosion la baisse des capacités de financement de l'Etat, l'inaccessibilité des zones de pâturage et des points d'eau pendant la saison sèche, les maladies (dont les plus prépondérants sont le sida, le paludisme, ...etc.) et leurs corollaires telles les pertes de productivité agricole. A cet effet, de nombreux ruraux endettés ne mangent

plus à leur faim. Pour y faire face, diverses stratégies d'intervention ont été élaborées, adoptées et mises en œuvre (SRP, 2002).

2-1-3-2- Principales stratégies de réduction de la pauvreté

Le Niger a élaboré, adopté et mis en œuvre une stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), révisée en stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté (SDRP) en octobre 2007 et la stratégie de développement rural (SDR). Ces stratégies ont pour objectifs d'alléger l'incidence globale de la pauvreté de 63%, à moins de 50 % à l'horizon 2015 en créant les conditions d'un développement économique et social durable garantissant la sécurité alimentaire des populations et une gestion durable des ressources naturelles. Celles-ci constituent la matrice commune des politiques publiques de développement autour de laquelle s'articulent les politiques sectorielles.

Au Niger, les stratégies des partenaires au développement (bailleurs de fonds) s'articulent autour de trois axes principaux et consiste à :

- Subvenir à la sécurité alimentaire des ménages ruraux ;
- Appuyer les activités lucratives pour l'amélioration des revenus et de l'accès aux marchés potentiels pour les groupes cibles ;
- Améliorer l'accès aux services sociaux de base des populations les plus vulnérables (santé et éducation)

Ces axes répondent aux priorités clés du document de stratégie de réduction de la pauvreté et de la stratégie de développement rural

2-2- Contexte de la sécurité alimentaire

2-2-1- Définition de la sécurité alimentaire

Le concept de sécurité alimentaire a considérablement évolué dans le temps. La définition de la sécurité alimentaire utilisée dans cette étude est la définition officielle adoptée lors du **Sommet mondial de l'alimentation** qui s'est tenu en **1996** à Rome.

Cette définition, qui a été officiellement approuvée à l'échelle mondiale, est la suivante :

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

C'est la définition de la sécurité alimentaire la plus couramment utilisée, mais il en existe d'autres, très semblables. La signification de ce concept est universelle.

Cette définition peut être décomposée en éléments essentiels, étant admis que la sécurité alimentaire existe uniquement lorsque **toutes ces conditions** sont réunies :

- Pour tous les êtres humains
- À tout moment
- Accès physique
- Accès économique
- Nourriture suffisante
- Nourriture saine
- Nourriture nutritive
- Besoins énergétiques pour une vie saine et active
- Préférences alimentaires

2-2-2- Le droit à une alimentation adéquate

Le *droit à l'alimentation*, internationalement reconnu, présente de nombreux éléments communs avec la définition de la sécurité alimentaire.

Le droit international reconnaît le droit de tout être humain à une nourriture suffisante et le droit d'être à l'abri de la faim. Ce droit à l'alimentation adéquate est d'une importance cruciale pour la jouissance de tous les autres droits humains.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation a défini en 2002 le droit à une alimentation adéquate comme suit :

Le droit à une alimentation adéquate est un droit humain, inhérent à toute personne, « d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne ».

« Le droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer. »

2-2-2-1- Protection des groupes vulnérables selon la dignité humaine.

La dignité humaine est la raison principale pour laquelle les efforts de développement doivent s'orienter sur le droit à une alimentation adéquate et intégrer ce droit.

De cette façon, on garantit que l'attention se concentre sur les nombreux groupes vulnérables déjà mentionnés, et que les ressources financières et autres sont utilisées de façon à préserver ou à rétablir leur dignité. L'accent mis sur la dignité humaine est également justifié pour des raisons éthiques.

Cette motivation nous paraît particulièrement évidente lorsque nous voyons des images d'enfants mourant de la faim, de réfugiés affamés ou de personnes qui ont perdu toute dignité dès lors qu'elles sont réduites à fouiller les poubelles à la recherche de nourriture ou à mendier pour se nourrir.

2-2-2-2- Raisons économiques et sociales de la faim, la malnutrition et la pauvreté

Il existe également un argument économique en faveur de la réduction de la faim. La réalisation du droit à l'alimentation peut être considérée comme un investissement potentiellement rentable du fait du « coût de la faim », lequel ne concerne pas le coût réel de la mise en œuvre d'une politique de lutte contre la faim, mais le coût d'opportunité encouru **en l'absence** de telles mesures, comme par exemple les pertes de productivité.

Un apport calorique insuffisant a un impact clairement négatif sur la productivité d'un travailleur, a fortiori si ce dernier effectue un travail physique. C'est souvent le cas puisque la plupart des personnes souffrant de malnutrition vivent dans des régions rurales et exercent des activités agricoles. Une augmentation de l'apport calorique permettrait donc d'améliorer leur production dans une certaine mesure.

Toutefois, la principale limitation de la productivité des adultes est la conséquence de la malnutrition dont ils ont souffert dans leur enfance. La **malnutrition protéino-énergétique** avant l'âge de deux ans entraîne des retards de développement irréversibles. Elle a également pour effets une réduction des capacités cognitives et une vulnérabilité accrue aux maladies infectieuses et aux maladies chroniques à l'âge adulte. Ce dernier aspect pèse sur les budgets et les services de santé publique. Les adultes ayant souffert d'un retard de croissance présentent des capacités de travail physique diminuées et ne sont pas en mesure de gagner aussi bien leur vie que des adultes sains. On avance par ailleurs que les individus souffrant de la faim sont peu enclins aux risques et à l'entreprise.

2-2-3- Concepts liés à la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire n'est pas un concept autonome, mais davantage un phénomène influencé par une multitude de facteurs dans notre vie quotidienne.

Les problèmes de pauvreté, de faim et de malnutrition, rencontrés dans de nombreux pays, présentent des liens étroits et complexes avec l'insécurité alimentaire.

« La pénurie alimentaire caractérise des personnes qui n'ont pas suffisamment de nourriture à manger. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de nourriture en quantité suffisante »
(Amartya Sen, 1981)

Les données concordent et on a trouvé que la nourriture consommée par chaque type de foyer dans la région provient normalement des sources décrites dans le Tableau suivant

Tableau 1 : Sources des aliments suivant type de ménage à Tahoua

(FAO Tahoua, Juin 2012)

Cultures vivrières s	% de la consommation alimentaire annuelle des ménages		
	Très pauvres	Intermédiaires	Riches
Mil et sorgho	35	50	40
Maïs	10	10	20
Lait/ viande	5	10	15
Aliments trouvés dans la nature	5	0	0
Dons	5	0	0
Achats	40	30	25
Total	100	100	100

Observons en détail les définitions de ces trois concepts.

2-2-3-1- La pauvreté

Comme pour le concept de sécurité alimentaire, la manière dont on comprend la pauvreté en général a évolué avec le temps. La pauvreté est « la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé de manière durable ou chronique des ressources, des moyens, des choix, de la sécurité et du pouvoir nécessaires pour jouir d'un niveau de vie suffisant et d'autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux. »

(Comité des droits économiques sociaux et culturels des Nations Unies, 2001)

L'insécurité alimentaire est une forme de pauvreté.

Comme on le voit dans cette définition, l'état de privation qui caractérise la pauvreté limite également la capacité des individus à faire valoir leur droit à un niveau de vie suffisant et à une alimentation suffisante pour jouer pleinement leur rôle dans la société.

2-2-3-2- La faim

La réduction de la faim est souvent citée comme objectif politique. Il s'agit d'un terme émotionnellement chargé, utilisé pour convaincre, mobiliser et agir.

La faim peut être définie comme une sensation désagréable ou douloureuse causée par une consommation insuffisante d'énergie alimentaire (de calories).

Il s'agit là d'une définition assez étroite et technique de la faim, mais ce terme dénote également, plus largement, la privation d'un droit humain fondamental. La faim est considérée comme **socialement inacceptable**. La faim est une manifestation de l'insécurité alimentaire.

2-2-3-3- La malnutrition

La faim et la malnutrition sont des termes fortement liés, mais distincts.

La malnutrition est le résultat de carences, d'excès ou de déséquilibres dans la consommation de macronutriments et/ou de micronutriments. De nombreux facteurs peuvent mener à la malnutrition dont l'état nutritionnel qui est le résultat de l'interaction entre le régime alimentaire (quantité et qualité des aliments consommés) et la capacité du corps à les utiliser (soins, hygiène et état de santé).

La malnutrition est une manifestation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition peuvent **perpétuer d'autres formes de pauvreté**.

Ainsi, les personnes souffrant de malnutrition n'ont pas l'apport énergétique et l'état nutritionnel suffisants pour être **productives** dans leur travail ; et l'insuffisance nutritionnelle peut se répercuter sur les **performances scolaires** pour un élève.

Le manque de productivité et les carences de développement physique et mental d'une population réduisent son **potentiel de développement économique**. La lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition contribue à la réduction de la pauvreté, laquelle à son tour conduit à une amélioration de la sécurité alimentaire. C'est pourquoi, une stratégie essentielle de lutte contre l'insécurité alimentaire consiste en un effort global et systématique de réduction de la pauvreté. Il est donc important de mettre clairement l'accent sur la réduction de la faim, la sécurité alimentaire et la garantie du droit à une alimentation adéquate dans les **stratégies et politiques de réduction de la pauvreté**.

Des actions spécifiques sont nécessaires pour lutter contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, en conjonction avec d'autres mesures de lutte contre la pauvreté, afin d'aborder de manière plus efficace la sécurité alimentaire et la pauvreté. .

Il est intéressant de noter que le premier objectif du Millénaire pour le développement n°1 (**OMD 1**) ne porte pas seulement sur la réduction de la pauvreté, mais aussi sur la réduction de la faim.

2-2-4- Lutte contre l'insécurité alimentaire

Les **programmes de sécurité alimentaire** s'inscrivent dans un effort conjoint et intégré de réalisation de l'OMD 1 pour réduire la pauvreté et la faim dans les pays comme le Niger.

Ils ont pour but de réduire l'insécurité alimentaire en mettant en œuvre toute une gamme d'activités et de projets. Ces programmes nécessitent l'implication d'une multitude d'acteurs et d'approches pour cibler les différents facteurs qui affectent la sécurité alimentaire.

Un acteur isolé, travaillant sur un seul ou quelques facteurs, ne peut espérer lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire dans toutes ses dimensions, c'est la raison pour laquelle la cohabitation de financement et la coordination des interventions sur terrain constituent un des piliers de l'ensemble de l'intervention du système de nations unies dans le cadre des actions humanitaires.

Ce cadre reflète la nature multisectorielle de la sécurité alimentaire et met en lumière les interactions entre trois dimensions déterminantes pour la sécurité alimentaire :

- l'environnement socio-économique, politique et naturel;
- la performance de l'économie alimentaire;
- les facteurs intervenant au niveau des ménages.

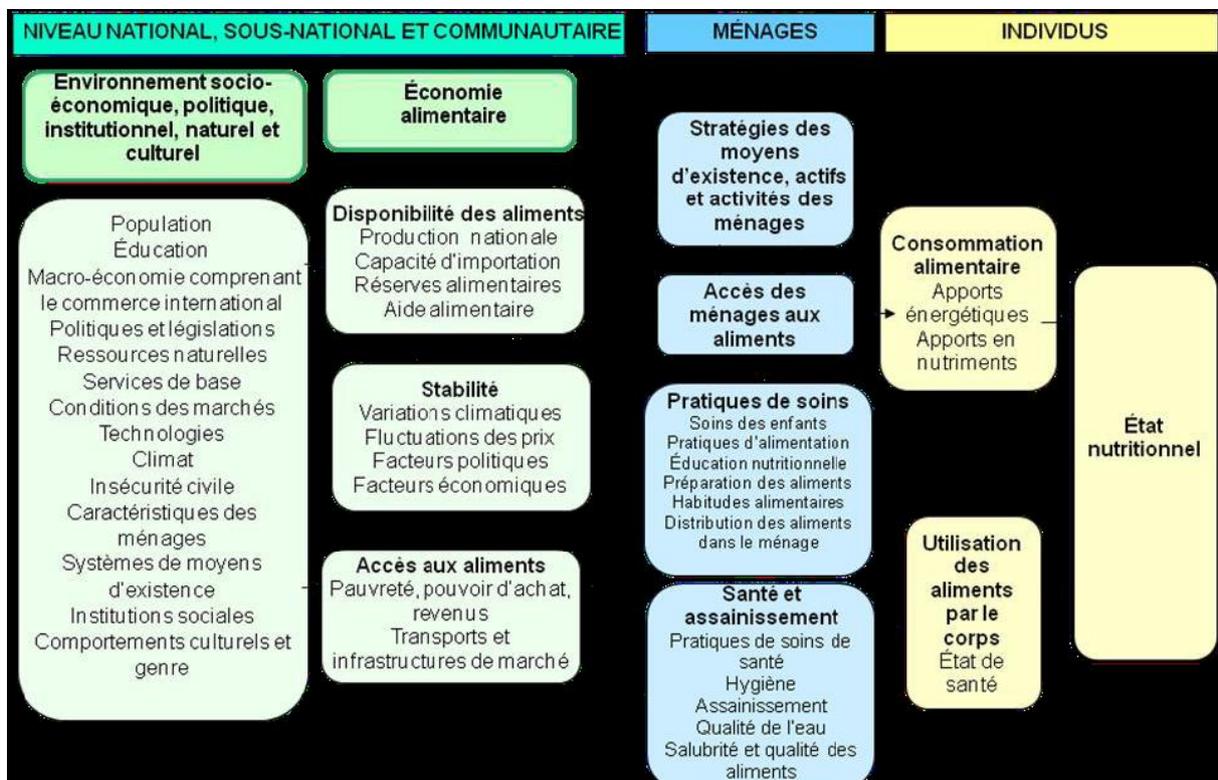


Tableau 2 : Schéma illustratif du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV) (FAO, 2011)

2-3- Généralité sur la zone d'étude

2-3-1- Présentation de la région d'Etudes

La zone d'étude est constituée par la région de Tahoua et plus précisément dans les 12 départements de Tahoua dont 8 anciens et 4 nouveaux. La région de Tahoua au Niger couvre une superficie de 113 317 km². Elle est limitée au nord par la région d'Agadez, au nord-ouest par la République du Mali, à l'ouest par les régions de Tillabéry et Dosso, à l'est par la région de Maradi, et au sud par la République fédérale du Nigeria. Le Département de Tahoua où sont localisées toutes les bases des bureaux des représentations régionales du Système de Nations Unies est situé entre 14° 53' 00" Nord, 5° 15' 52" Est et 14° 53' 00" N, 5° 15' 52" E. La population de la région est composée majoritairement de Haoussa et de Touareg qui s'adonnent à l'agriculture, l'élevage et le commerce. L'exode est également fréquent dans cette zone. Elle est constituée en générale par les deux types de zone :

- La zone de plateau (l'Ader-Doutchi-Maggia) d'une altitude moyenne comprise entre 300 et 500 m et un point culminant (746) localisé à la limite des départements de Keita et Abalak. Ce plateau est découpé par des vallées avec des versants de 200 m à l'Est et seulement 30 m à l'Ouest.
- La zone des plaines à l'Est de Madaoua, Sud-ouest de Konni, Ouest d'Illéla et dans le Nord les plaines de Tamesna et d'Azaouagh.

La région est caractérisée par deux saisons distinctement séparées :

La saison des pluies entre Mai et Septembre est relativement courte en comparaison avec la saison sèche qui dure presque huit(8) mois (Octobre- Mai).

La pluviométrie est variable. Ainsi, du Nord au Sud on trouve des zones du climat Sud Saharien (moins de 150 mm de pluies par an), Nord Sahélien (150 à 350 mm) et Sud Sahélien (350 à 600 mm).

Le sud du département de Birni N'Konni est mieux arrosé avec plus de 450 mm, tandis que l'extrême Nord de la région (département de Tchinta) présente une moyenne annuelle des précipitations d'environ 150 mm. Les températures varient entre 47°C en avril - mai et 15°C en décembre - janvier (moyennes respectives des maxima et minima journaliers)

La région de Tahoua se subdivise en trois zones de moyens d'existence à savoir : la zone pastorale, la zone agropastorale et la zone agricole. L'étude a concerné la zone agropastorale qui se trouve à cheval entre les deux (2) zones.

28

Les principales activités économiques de la zone reposent sur l'agriculture et l'élevage. Les principales productions agricoles sont le mil et le sorgho pour les cultures vivrières et dans une moindre mesure le niébé comme cultures de rente. Le maraichage est pratiqué le plus souvent, le long de la vallée. Les principales productions maraichères essentiellement destinées à la vente sont, l'oignon, la tomate, le dolique, les choux, le poivron, la pomme de terre et surtout le dolique (utilisé généralement dans l'alimentation du bétail). Le maraichage est pratiqué par tous les groupes socio-économiques mais la production est plus importante chez les plus aisés qui disposent plus de moyens pour acheter les intrants et équipement agricoles. C'est d'ailleurs eux qui utilisent le plus souvent les groupes pauvres et très pauvres sur les périmètres maraichers et dans les champs.

Figure 2 : Répartition par zones des moyens d'existence à Tahoua

(Zone pastorale ; zone intermédiaire ; zone agricole dans la région de Tahoua)

REPUBLIQUE DU NIGER
REGION DE TAHOUA
Zonage agro-écologique

Légende

- Limite des zones agro-écologique
- Limite des départements
- Route bitumée
- * Chef lieu de Département et commune urbaine
- Chef lieu de région, chef lieu de Communauté urbaine

Légende

- Zone pastorale
- Zone intermédiaire
- Zone agricole

Superficie

ZP: 68.377,2 km²
ZI: 20.412,5 km²
ZA: 17.762,4 km²

21,6 km / cm

0 20 40 60

16°30
16°00
15°30
15°00
14°30
14°00

4°00 4°30 5°00 5°30 6°00 6°30

2-3-2- Justification de la zone d'étude

D'après les études et les enquêtes sorties à chaque atelier d'appel de fonds annuels du système de nations unies (CAP), des ménages agricoles sont devenus de plus en plus vulnérables après les récurrences des crises et les causes néfastes du changement climatique rajoutés des pressions anthropiques exercées par les populations riveraines (feu de brousse, exploitation abusif des ressources en eau peu disponible,)

La zone d'étude se caractérise par une agriculture en perte de vitesse suite aux sécheresses successives, au phénomène progressif d'ensablement et aux attaques d'ennemies des cultures (sautériaux, oiseaux, pucerons). Les superficies cultivées se retrouvent sur des grands espaces pauvres à cause d'une désertification poussée. La production de céréale est pratiquement destinée à l'autoconsommation et n'arrive même pas à couvrir les besoins alimentaires de chaque ménage.

Les crises alimentaires récentes ont montré que la Région de Tahoua reste l'épicentre de l'insécurité alimentaire au Niger. En raison de sa situation géographique, démographique et économique, la région demeure vulnérable aux chocs climatiques et économiques et à l'insécurité alimentaire. Avec un millions quatre cents mille d'habitants (2010), dont 87% vivant en milieu rural, la région de Tahoua est parmi les plus densément peuplée, hormis la zone urbaine de Niamey, et la plus rurale du Niger. Le taux d'accroissement démographique (3,71%) et l'indice synthétique de fécondité de huit enfants par femme, sont les plus élevés du pays. La proportion de la population ayant moins de 15 ans était de 53,9% en 2010. La région de Tahoua reste la plus pauvre du Niger.

Dans l'organisation de la production de zone de l'étude, l'unité de production est le ménage qui compte en moyenne 6 à 7 personnes dont seulement 3 à 4 actifs. La gestion des terres du ménage est sous le contrôle du chef de ménage. L'exploitation du ménage se compose de parcelles de champs collectifs et de champs individuels.

2-3-3- Villages déficitaires ou villages à risque

Chaque année la réunion du SAP (Système d'Alerte Précoce et de suivi de sécurité alimentaire) du ministère de l'agriculture, chargé du recensement des villages qui ont subi des déficits alimentaires supérieur à plus de 45 % due aux passages des crises sylvo-agropastorale, a eu lieu au niveau National.

Le déficit alimentaire à plus de 45 % signifie que les besoins en alimentation ne seront pas couverts qu'en une partie dont le cas de ces villages est dans l'ensemble à moins de 45 %.

Ces villages devaient être annoncés officiellement pour partager aux partenaires étatiques et privés avant la prochaine campagne agricole dans l'objectif de gérer rationnellement la répartition spatiale de leurs budgets respectifs pour les aides et appuis humanitaires. Cette répartition est fonction de l'intensité et de l'impact de la crise dans la production en termes de quantité et par rapport aux types de besoins alimentaires à couvrir (céréalière, fourragère). En effet, chaque village concerné peut annoncer officiellement leur taux de déficit en production agricole, fourragère, ...etc pour la campagne agricole précédente pour que ce gap soit maîtrisé dans le futur, et que la validation soit ensemble avec les autorités au niveau National.

Tableau 3 : Situation de la région de Tahoua pour les villages à risques et déficitaires à plus de 45 %

(SAP-Niger, Campagne pluviale 2012)

Département	Nombre de villages à risque	Population concernée	Communes les plus touchées par la sécheresse
Tahoua département	43	46 055	Kalfou Tébaram Takanamatt Affala
Abalak	57	84 323	Tabalak Azeye Abalak Akoubounou
Bouza	56	115 368	Karofane, Babankatami Bouza Tabotaki
Bagaroua	6	5 592	Bagaroua
Keita	31	32 611	Garhanga Keita
Konni	0	0	-
Illéla	29	40 737	Badaguichiri Tajaé Illéla
Madaoua	71	103 121	Galma Ourno CU Madaoua
Malbaza	23	36 822	Malbaza Doguéraoua
Tchintabaraden	35	34 418	Kao
Tassara	7	8 123	Tassara
Tillia	8	5 090	Tillia
Ville Tahoua	25	131 234	Arrondissement I Arrondissement II
Total	391	647 072	30

2-3-4- Situation climatique, sols et végétations

La figure montre que dans l'ensemble de la région la période sèche est plus longue que la période humide. L'humidité minimale varie de 17,2 % en mai à 52,2% en août, l'insolation de 8,2 en mai à 6,1 en août. Quant à l'évaporation elle varie de 435 m/m en mai à 218 m/m. Enfin la tension de vapeur varie de 17,5 HPa en mai à 25,3 en août.

Ces différents taux dans les indicateurs climatiques varient d'une année à une autre dans l'ensemble de la région, et il y a toujours des poches des endroits où la pluviosité n'atteint même pas le taux de 20 mm pendant une année.

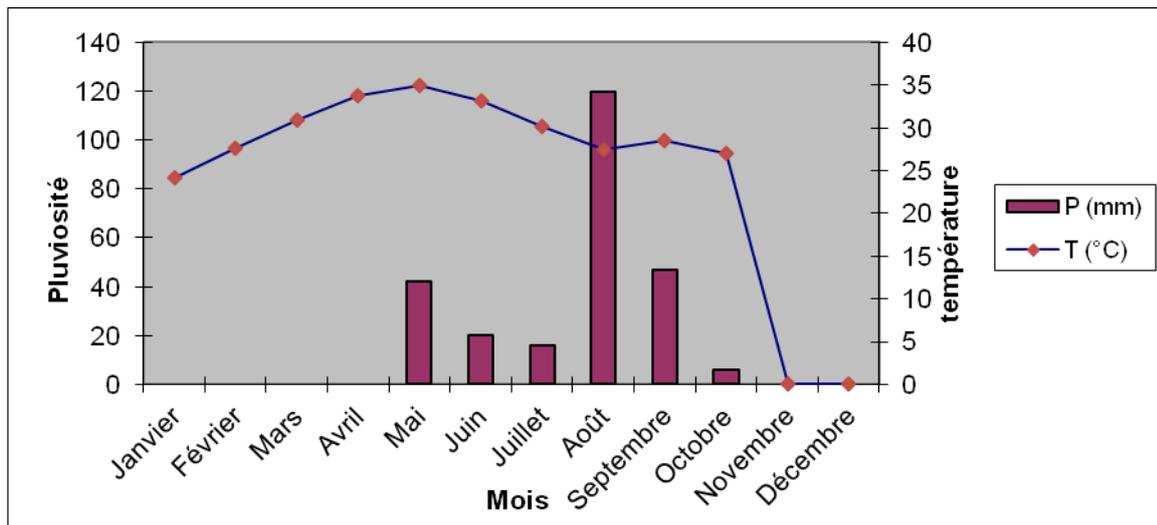


Figure 3 : Situation climatique dans la commune de Kalfou (Tahoua)

Selon GAVAUD et BOCQUER (1964) dans l'ensemble de la région, on a les types de sols suivants: les alluvions, les sols ferrugineux tropicaux peu lessivés, les sols minéraux brut d'apport, des sols calcimorphes au niveau des Kori et vallée. Au niveau des mares et plaines, on a des alluvions, des sols dunaires en majorité. En ce qui concerne le couvert végétal, il est composé de: *Balanites aegytiaca*, de *Piliostigma reticulatum*, de *Guiera senegalensis*, de *Fedherbia albida*, *Acacia nilotica*, d'accacia, *Zizyphus mauritiana*, *Acacia seyal*, *Acacia raddiana*, *Prosopis juliflora* et *Boscia senegalensis*. Le couvert herbacé est constitué de plusieurs espèces annuelles dont *Cenchrus biflorus*.

Chapitre III : Méthodologies de travail

3-1- Choix et justification de l'organisme d'interventions (FAO)

Avec les crises alimentaires et agro pastorale dues à la récurrence des sécheresses dans l'ensemble du pays en général et à Tahoua en particulier ; la FAO a choisis trois axes d'interventions pour accomplir leur mandat de réduction de la faim et de l'amélioration du cadre de vie rurale dont :

- Les appuis des activités agricoles par l'apport en semences améliorées pour les deux campagnes de cultures les céréalières et les petites irrigations (maraîchage)
- Les appuis aux pastoraux en approvisionnant des aliments bétails dans les boutiques d'aliments de bétails (BAB) des zones déficitaires et la distribution gratuite ciblée des têtes de cheptels (chèvres et moutons).
- Les appuis aux activités de multiplication des semences améliorées par la professionnalisation des paysans producteurs et l'amélioration de sa commercialisation.

En générale, les agences, expertes dans des domaines différents de l'assistance humanitaire tels que la nutrition, la santé ou l'eau et l'assainissement, ont conjointement développé des stratégies communes et complémentaires visant à répondre à la crise de façon globale.

Les activités de la FAO se complètent avec celles de l'intervention des autres institutions partenaires dans le système de nations unies dont particulièrement le Programme Mondial Alimentaire (PAM) et l'Unicef qui s'occupent de la santé nutritionnelle de la mère et des enfants.

3-2-Le ciblage des bénéficiaires

Le ciblage des bénéficiaires des projets à l'intérieur des villages ou des zones vulnérables sera effectué sur la base des techniques HEA. Cette technique permet de catégoriser les ménages en très pauvres, pauvres, moyens et nantis. L'opération de distribution des semences améliorées gratuites visera la catégorie très pauvre et pauvre. Il est possible que l'ONG partenaire identifie des ménages très pauvres sans bras valide. Dans ce cas ces derniers recevront gratuitement une ration cash prévue sans contrepartie. Au total pour cette année 191 950 ménages vulnérables seront concernés par cette opération. Elle concerne 100% des ménages en insécurité alimentaire sévère et 3,76% des ménages en insécurité alimentaire modérée.

Afin d'apprécier la qualité du ciblage, une vérification sera faite sur un échantillon de 5 à 10% des ménages très pauvres par les comités régionaux et/ou sous régionaux. Si le taux d'erreur atteint 3% tout le ciblage sera repris. Cet exercice ne vise pas à instituer une rotation des ménages bénéficiaires mais à corriger les erreurs d'inclusions/exclusion du ciblage.

3-3- La méthode d'analyse par HEA

L'Approche de l'économie des ménages (HEA) a été élaborée entre 1992 et 1997 par Save the Children en collaboration avec le Système d'information global et d'alerte précoce (GIEWS) de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (FAO) pour répondre à ce besoin. Le but était de trouver une méthode qui pourrait donner des indications sur les effets possibles de mauvaises récoltes et d'autres crises sur l'approvisionnement futur en nourriture.

Cependant, le but de l'HEA n'est pas simplement de prévoir une issue particulière, mais de mettre au point des raisonnements systématiques et bien documentés sur la gamme la plus vraisemblable de conséquences dans une situation de crise donnée.

Les études d'Approche de l'économie des ménages (HEA) sont en général effectuées pour communiquer quelque chose : par exemple, qu'une sécheresse risque d'avoir un effet spécifique sur l'approvisionnement en nourriture ou l'économie d'une population, et de faire des suggestions sur les mesures possibles qui devraient être prises pour y faire face. Nous ne sommes jamais sûrs qu'un rapport sera suivi d'une intervention. Les gouvernements ou les bailleurs ne voudront peut-être pas intervenir pour des raisons politiques, économiques ou organisationnelles. Néanmoins si l'information relative à la situation n'est pas clairement communiquée, en des termes que tout le monde, même des non spécialistes, peut comprendre (qui sont souvent ceux qui prennent les décisions), c'est à dire clairs et convaincants, rien ne sera jamais fait.

3-3-1- Problématique des ménages vulnérables

Avant de commencer une analyse, nous devons définir le problème, qui consiste en un changement (ou des changements) dans le contexte économique dans lequel le ménage fonctionne et duquel il dépend pour son revenu normal.

Ces changements peuvent affecter n'importe quelle source « normale » de revenu, c'est à dire :

- ◆ La production du ménage : les cultures vivrières, les cultures de rente, le lait et la viande
- ◆ l'aide alimentaire ou autre don dans une zone qui en dépend pour son revenu normal.

Les changements peuvent toucher le contexte économique plus large dont dépend le ménage pour les échanges, par exemple, un changement dans le prix d'une marchandise produite ou consommée par le ménage. Le problème peut aussi être une association des facteurs déjà mentionnés. La production a peut-être chuté seulement pour une culture parmi d'autres ; il peut s'avérer plus difficile pour les gens de trouver du travail ou le prix des aliments de base va probablement augmenter. Les causes de ces changements sont variables. Une diminution de l'accès au marché peut être provoquée par une vague de migration, la destruction des voies de dessertes ou l'impossibilité de trouver du carburant. Un changement de prix peut provenir aussi bien de circonstances locales, telles qu'une réduction de la production de céréales, que d'un événement lointain, tel que la chute du prix sur le marché international de produits comme le café ou le coton. Définir un changement de contexte peut vous obliger à recueillir des informations supplémentaires.

Une étude sur le terrain a été effectuée et les données ont été rapprochées. On a identifié quatre catégories socio-économiques de ménages : des ménages très pauvres, des ménages pauvres, des ménages intermédiaires et des ménages riches, correspondant respectivement à environ 20, 30, 40 et 10 pour cent de la population. Notez qu'ici, c'est le groupe intermédiaire qui correspond au groupe modal (la catégorie de richesse la plus courante). Le ménage comporte en moyenne six à sept personnes, et on estime le niveau normal de consommation alimentaire à 1900 kcal par personne au minimum. L'enquête détaillée est basée sur trois de ces groupes : les très pauvres, les intermédiaires et les riches.

Tableau 4 : Exemple de sources de nourriture d'un ménage à Tahoua (PAM, 2012)

Sources de nourriture	% des besoins alimentaires du ménage
Cultures vivrières	50-60
Lait / viande	10-20
Aliments trouvés dans la nature et cueillettes	5-15
Dons	0-5
Aliments achetés	10-20
Total	75-120

Le problème ici est que le total des estimations supérieures et inférieures ne font pas 100 pour cent de la consommation alimentaire normale du ménage. Les cultures vivrières fournissent entre 50 et 60 pour cent et le lait et la viande entre 10 et 20 pour cent etc., mais le chiffre exact se situe quelque part dans cette fourchette.

Tableau 5 : Sources alimentaires de référence, prévues et réelles, foyers pauvres et Intermédiaires, populations pastorales

Sources alimentaires	% des besoins alimentaires annuels des ménages			
	Ménages pauvres		Ménages intermédiaires	
	Prévisions	Réalité	Prévisions	Réalité
Production agricole	10	8	10	8
Migration	20	25	20	25
Aliments trouvés dans la nature	11	11	11	11
Achats	22,5	20	35	30
Lait & viande	7,5	7,5	10	11
Stocks alimentaires	5	2,5	5	5
Dons	5	5	0	0
Aides alimentaires	0	21	0	10
Déficit	19	0	9	0

L'Approche de l'économie des ménages a deux volets principaux :

3-3-2- Description quantitative de l'économie de ménage

Une description quantitative de l'économie d'une population définie, qui comprend tous les facteurs principaux déterminant le revenu actuel du ménage et le revenu potentiel de ce même ménage dans des circonstances différentes, et la façon dont ces revenus peuvent varier selon les ménages. On réunit un ensemble normalisé d'informations comprenant une estimation des manières dont les ménages obtiennent normalement leur nourriture et d'autres revenus ; leurs dépenses en produits alimentaires et autres ; leur épargne, leur bétail et autres biens ; les aliments trouvés à l'état sauvage dans la nature ; et leur accès aux marchés et l'usage qu'ils en font. Ces informations sont recueillies à l'aide de méthodes rapides sur le terrain.

Le tableau ci-dessous présente la performance saisonnière et les événements marquants survenus lors des cinq dernières campagnes agricoles dans la zone agricole :

Tableau 6 : Evènement marquant et performance saisonnières des ruraux de Tahoua

Année	Performance saisonnière ¹	Evènement	Réponse des ménages
2010-2011	3	Sécheresse	Migrations, Auto-emploi, Vente du bétail
2009-2010	2	Sécheresse	Migrations, Auto-emploi, Vente du bétail
2008-2009	2	Sécheresse, Inondations	Migrations, Auto-emploi, Vente du bétail
2007-2008	3	Insuffisance des pluies, Arrêt précoce des pluies	Migrations, Auto-emploi, Vente du bétail
2006-2007	3	Inondations	Migrations, Auto-emploi, Venet du bétail

1 = très mauvaise année ; 2 = année médiocre ; 3 = année moyenne ; 4 = bonne année ; 5 = excellente année

3-3-3- Corrélation entre choc et capacité d'autosubsistance du ménage

Un système pour analyser la relation qui existe entre une crise et un « choc » peut s'expliquer ainsi : – par exemple, de mauvaises récoltes dues à la sécheresse ou une augmentation du prix d'une denrée de base – et la capacité des foyers à maintenir leur consommation de denrées alimentaires ou autres. Dans la pratique, ces relations peuvent être complexes. Une sécheresse, par exemple, peut avoir une incidence sur le revenu d'un ménage de façon directe (en diminuant les revenus provenant des récoltes) ou indirecte. Au fur et à mesure que les excédents de nourriture diminuent sur le marché, les prix peuvent augmenter, et avec une production réduite, la demande en nourriture peut augmenter ; de plus, les biens peuvent se déprécier quand les foyers les mettent en vente pour pouvoir acheter de la nourriture. Des questions de qualité peuvent aussi intervenir : selon que le ménage a vendu une vache, du bois de chauffe ou leur propre travail, les résultats peuvent varier. L'approche utilisée par l'HEA consiste à établir le modèle le plus vraisemblable de la suite d'évènements qui se produiront entre une crise et ses conséquences.

Tableau 7 : Les principaux risques auxquels font face les ménages de la région de Tahoua

Cultures	- Sécheresse, pauvreté des sols, inondation, déprédateurs
Elevage	- Insuffisance de pâturage, maladies, problèmes d'abreuvement.
Migrations	- Instabilité dans les localités d'accueil
Pouvoir d'achat	- Baisse de la production agricole, renchérissement de la conjoncture internationale, baisse du prix du bétail

3-3-4- Les avantages de l'approche économie de ménage

◆ Le fait d'élaborer un raisonnement systématique crée un lien logique et transparent entre un événement, ses conséquences et les réponses possibles à y apporter, qui soient accessible aux non-spécialistes, et qui puisse servir de base de discussion avec une grande variété de personnes.

◆ La nécessité d'un ensemble minimum « complet » d'informations, comprenant toutes les variables appropriées, garantit que la collecte d'information sera exhaustive. Si par exemple, nous ignorons une variable importante (telle que les aliments trouvés à l'état sauvage dans la nature), nous devons alors faire des recherches.

◆ Elle nous permet d'utiliser des informations que nous n'avons d'habitude que sous forme d'estimations. Les statistiques en matière de récoltes, par exemple, ne sont souvent qu'une estimation approximative de la production réelle ; les informations relatives à la production sur pâturages libres (quand elles existent), ne sont souvent qu'anecdotiques ; et les estimations de populations sont quelquefois très vagues. L'HEA permet d'élaborer des scénarios en utilisant des estimations différentes pour chaque variable.

◆ Elle nous permet d'analyser les changements complexes dans le contexte économique. Une grande variété de facteurs entre souvent en jeu dans les crises économiques (par exemple, des changements de production touchant aux diverses récoltes ou au bétail de façon différente, des variations de prix ou des restrictions à l'accès aux marchés) qui interagissent quelquefois sur des périodes de plusieurs années.

◆ Elle fournit des informations sous une forme qui peut être utilisée pour surveiller une situation au fur et à mesure de son évolution. Si l'analyse, par exemple, suggère que des personnes doivent vendre leur bétail pour conserver leurs revenus, et donc que le prix du cheptel va diminuer, on peut facilement observer ce phénomène.

◆ Elle permet à l'analyse de se concentrer sur les besoins de groupes définis au sein des populations, et non de se contenter de mesures d'ensemble qui reflètent une évaluation moyenne de la réalité.

◆ Non seulement elle nous montre qu'il existe un problème, mais aussi l'échelle de ce problème, dans quelle mesure différents facteurs y ont contribué et elle nous suggère des réponses possibles. Les modèles d'HEA sont relativement simples à construire, mais ils sont facilités par l'utilisation d'un tableur ou autre logiciel de simulation.

3-3-5- Conseils d'application de la méthode HEA

◆ Dans l'Approche de l'économie des ménages, on définit la sécurité alimentaire en termes d'accès du ménage à la nourriture, et non en termes d'approvisionnement de la nourriture.

◆ On peut définir la pauvreté en termes absolus, relatifs et qualitatifs et en termes de résultats obtenus.

◆ Le revenu des ménages varie en taille et en qualité au sein des ménages et entre différents ménages situés dans des régions différentes et aussi selon les saisons.

◆ En général, les foyers gèrent leurs affaires afin de minimiser le risque de manque à gagner et d'assurer leur approvisionnement en nourriture et leurs moyens de subsistance à l'avenir, plutôt que de maximiser leur revenu. Dans la mesure où un ménage dépend des échanges commerciaux, son revenu dépendra de la valeur relative des marchandises vendues (y compris le travail) et des produits achetés, alimentaires ou non.

Chapitre IV : Analyse des activités de la FAO

4-1- Les activités d'appuis agricoles de la FAO à Tahoua

4-1-1- Les appuis dans le cadre des activités de production céréalière durant chaque campagne pluviale

4-1-1-1- Déroulement et contenues de la distribution des semences céréalières

L'unité ERCU de la FAO-Tahoua a mis en œuvre au cours de la campagne hivernale saison 2010/2011, un important programme de culture de mil, de niébé et de sorgho en faveur des ménages vulnérables de toute la région de Tahoua suivant les résultats des villages déficitaires sortant de l'approche HEA du ministère de l'agriculture et repartis dans la totalité des département. Cet appui est composé de 452 tonnes de semences améliorées hivernales dont 342 tonnes de mil, 55 tonnes de niébé et 35 tonnes de sorgho. Les engrais prévus pour une partie de ces surfaces sont de 250 tonnes. Il devrait permettre de toucher 45 750 ménages vulnérables répartis au niveau des sites couvrant 40 000 ha environs. Ces semences seront repartis pour deux objectifs bien distincts dont une partie pour ceux qui sont des paysans vulnérables et une seconde partie pour les ressortissants de la Lybie et de la Côte d'Ivoire qui arrive jusqu'à 135 000 personnes dans l'ensemble de la région de Tahoua

Dans la réalisation de ces activités, la FAO fait appel aux services des ONG partenaires pour assurer la mise en œuvre et les suivis de proximités de l'évolution de l'ensemble de la campagne, au total il y a environ 15 ONG tous types confondus qui sont des partenaires de la FAO avec les services déconcentrés du ministère de l'Agriculture.

4-1-1-2- Objectifs de distribution des semences améliorées de céréales

Les objectifs assignés à cette activité sont de plusieurs niveaux et sont ainsi :

- ◆ réaliser l'effectivité de la distribution et la mise en place des intrants (semences, engrais) selon les critères établis conjointement avec les partenaires ;
- ◆ Assurer une bonne qualité de la distribution en quantité en qualité et en rapport avec leurs besoins manifestés et réels.
- ◆ Evaluer le niveau de mise en œuvre de la structuration des bénéficiaires sur les sites par rapport aux surfaces prévues.

- ◆ Apprécier le niveau de mise en valeur des exploitations et le stade de développement des cultures pour l'évaluation approximative de la campagne.
- ◆ Echanger avec les partenaires d'exécution (ONG) et les bénéficiaires sur les problèmes rencontrés et les perspectives à venir suite aux activités menées.
- ◆ Informer les autorités administratives et coutumières sur les activités en cours dans leurs zones respectives en matières de distribution des semences améliorées hivernale.

Tableau 8 : Liste des départements bénéficiaires par quantités des semences de la distribution des types de céréale pour la campagne pluviale 2011/12 par la FAO Tahoua

Département	Nombre des Communes	NB ménages retenu	Mil (kg)	Niébé (kg)	Sorgho (kg)
Tahoua I	4	5 326	53 260	26 130	
Tahoua II	3	1 820	18 800		
Bouza	4	10 817	70 000	14 500	20 000
Keita	4	4 941	25 000	14 000	15 000
Madaoua	2	5 183	40 000		
Konni	2	4 000	40 000		
Illéla	4	7 149	50 000		
Abalak	4	4 733	35 000		
Tchintab	1	1 780	10 000		
TOTAL GENERAL (kg)	28	45 750	342 060	55 130	35 000

4-1-2- Les appuis en semences améliorées des cultures irriguées ou maraichages

4-1-2-1- Déroulement de l'activité de cultures irriguées

Les activités irriguées ou maraichages est une activité prévu pour améliorer d'abord l'état nutritionnel des paysans pauvres et très pauvres issus de l'enquête par la méthode HEA du ministère de l'agriculture. Il s'agit de distribuer des semences des légumes nécessaires à l'appoint de l'alimentation de base des ménages déficitaires en céréales de la campagne

précédente et puis l'amélioration des revenus de ces derniers, la distribution est constituée par des semences améliorées des pomme de terre, de poivron, des choux, des salades, des piment et d'oignon,

L'unité régionale de la FAO à Tahoua a mis en œuvre au cours de la campagne de contre saison 2010/2011, un programme de maraîchage en faveur des ménages vulnérables de toute la région de Tahoua et principalement au niveau de ses sites aménagés. Les sites aménagés sont des sites bénéficiant des appuis dans l'aménagement de leur terrain de culture, comme la mise en place des puits en dalots, avec des moyens d'exhaures comme motopompe et arrosoirs plastiques et des clôtures en grillage ou en barbelés.

Cet appui est composé de 47 tonnes de pomme de terre, 170 kg de semences maraîchères composées de chou, laitue, oignon et tomate ainsi que 22 tonnes d'engrais. Il devrait permettre de toucher 3 415 ménages vulnérables répartis au niveau de 27 sites traditionnels et aménagés couvrant une superficie de 300 ha repartis sur 12 communes. Aussi, un programme de formation en technique de maraîchage, regroupant tous les partenaires (ONG's) et services techniques impliqués, s'est déroulé dans chaque commune concernée.

Cette formation a été suivie des transferts en cascade respectivement pour chaque département bénéficiaires des semences maraichères dont Keita, Tahoua, Bouza et Abalak font parties.

4-1-2-2- Objectifs de l'activité de culture irriguées

Plus spécifiquement, l'activité a pour objectif de :

- ◆ assurer conjointement avec l'équipe des partenaires d'exécution l'effectivité de la mise en place des intrants (semences, engrais) selon les critères établis conjointement avec les ministères de l'agriculture et les bénéficiaires ;
- ◆ faire une appréciation sur l'impact de l'encadrement technique des bénéficiaires réalisée par les différents partenaires pour la conduite des activités de maraichage;
- ◆ valoriser les expériences des partenaires d'encadrement sur l'organisation du réseau des techniciens et des animateurs de terrain par rapport à la mise en œuvre de l'activité.
- ◆ Apprécier la productivité des bénéficiaires dans la mise en valeur des sites aménagés des cultures maraichères.
- ◆ Echanger avec les partenaires d'exécution et les bénéficiaires sur les problèmes rencontrés et les perspectives pour tirer de la leçon nécessaire à la prochaine campagne.
- ◆ Apprécier l'efficacité de la campagne de contre saison ou petite irrigation.

- ◆ Evaluer l'impact de l'activité sur la vulnérabilité des bénéficiaires en termes de revenu et de nutrition au niveau des ménages.
- ◆ Améliorer la situation en sécurité alimentaire des bénéficiaires

Tableau 9 : Récapitulatif de l'appui de la FAO Tahoua en semences maraichères et engrais dans les sites de la région de Tahoua (campagne 2010/11)

Département s	Communes	Sites	Sup exploitab le (ha)	Ménage s	PDT (T)	NPK (T)	Semences maraichère s en kg
Total Abalak	3	4	36,25	405	1,75	1,5	20,25
Total Bouza	2	5	49,5	350	10,9	4	17,5
Total Keita	4	14	156,25	2 020	21	13,5	101
Tot.Tahoua I et II	3	4	58,75	640	14	3,5	32
Total Général	12	27	300,75	3415	47,65	22,5	170,75

4-1-3- Les résultats des activités de mise en œuvre pour les deux campagnes de culture

- ◆ Les ménages vulnérables sont appuyés par la distribution gratuite des semences améliorées durant les deux campagnes selon les protocoles d'accords unissant les paysans et la FAO ;
- ◆ La situation alimentaire des ménages bénéficiaires des semences s'est améliorée et le relèvement après la crise est atteint pour affronter la prochaine campagne.
- ◆ L'impact l'encadrement et l'appui à la mise en place des bénéficiaires est apprécié ;
- ◆ Le niveau d'organisation des producteurs au niveau de leurs exploitations est apprécié ;
- ◆ Un rapport sur le niveau de mise en valeur des exploitations est établi avec les principales cultures pratiquées (la provenance des intrants utilisés sera étudiée) ;
- ◆ Les autorités sont informées sur les activités d'appuis en semences améliorées menées par la FAO à Tahoua.
- ◆ Les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre sont répertoriés et des propositions des solutions sont collectées et échangées
- ◆ La productivité dans les sites échantillons d'évaluation est appréciée

- ◆ L'impact de la formation en conduite de la technique qui s'était fait en cascade, réalisé par les services techniques respectifs aux bénéficiaires de nos organisations paysannes est évalué.
- ◆ Le niveau d'organisation des producteurs au niveau des sites aménagés est apprécié ;
- ◆ Un rapport sur l'évaluation des deux campagnes pluviale et hivernale des sites aménagés est établi avec les principales cultures pratiquées
- ◆ Les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre sont répertoriés et restitués auprès des partenaires et la FAO
- ◆ Les partenaires sont évalués selon leurs capacités d'organisation et d'objectivité pour la suite de partenariat avec la FAO par rapport à une grille d'évaluation
- ◆ L'adoption des techniques appliquées par les vulnérables dans la conduite de maraîchage et céréalières sont évaluées et appréciées

4-2- Le cluster Sécurité alimentaire dans la région de Tahoua

4-2-1- La FAO et le Cluster sécurité alimentaire

La FAO est le leader avec le PAM au niveau régional pour conduire la gestion de la coordination des activités dans le cadre de la sécurité alimentaire et gestion des crises agro pastorale. La FAO a l'obligation de tenir une fois par mois une réunion sous l'égide de CRPGCA comme représentant de la structure étatique au niveau de la région de Tahoua.

La Coordination de l'action humanitaire au Niger a connu des ajustements en fonction de l'évolution du contexte, depuis la grande crise de 2005, mais reste basée sur « l'approche cluster ». En effet, des groupes de travail sectoriels à l'introduction, en 2007, de l'approche Cluster ; la coordination humanitaire est aujourd'hui objet d'une attention particulière qui, au demeurant, se justifie par la complexité d'une de diverses situations de crises qui devrait continuer de retenir l'attention tant ces facettes sont multiples, multiformes et imprévisibles.

Dans un tel contexte, il est primordial de tenir compte de la nécessité d'une coopération étroite et efficace entre les mécanismes de coordination de l'action humanitaire et ceux mis en place dans le cadre de la coordination des actions mises en œuvre et qui vivent la satisfaction des besoins fondamentaux de base des populations sur le moyen et long terme. Le défi qui se pose en termes de coordination est de parvenir à s'adapter au contexte dans le cadre d'un partenariat actif tout en préservant les principes humanitaires qui fondent l'action humanitaire.

4-2-2- Conduite de l'opérationnalisation du système « cluster » au niveau régional

Les clusters constituent les fondations du système de coordination au Niger en général et à Tahoua en particulier. Il existe actuellement sept clusters opérationnels à l'échelle nationale et ils sont représentés en une partie à Tahoua :

- Sécurité alimentaire (Tahoua)
- Nutrition (Tahoua)
- Eau, hygiène et assainissement (Tahoua)
- Santé (Tahoua)

Les autres clusters sont : la protection et relèvement précoce, l'éducation d'urgence et le groupe de travail sur les abris d'urgences et des biens non alimentaires, le groupe sur les problématiques des réfugiés.

Les clusters sont présents au niveau régional et sur le terrain sous la forme de Sous clusters ou de cellules sectorielles suivant les cas et en fonction des besoins de coordination sectorielle entre les acteurs. Les clusters sont responsables de la coordination de l'activité et de la réponse humanitaire dans le secteur d'intervention concerné, mais aussi de la collecte des données, la gestion de l'information et l'identification des gaps, des besoins et des priorités à combler.

La création de sous Clusters sur le terrain ne devrait pas obéir à un schéma automatique. La mise en place de Sous Clusters doit tenir compte du nombre d'acteurs et du volume de l'action humanitaire nécessitant une coordination sectorielle. Dans le cas contraire, les clusters nationaux assureront le suivi en rapport avec des commissions sectorielles locales.

Là où les agences chefs de file ne sont pas présentes, des organisations non gouvernementales jouent le rôle de points focaux. Autant que faire se peut, les activités devraient être en adéquation avec celles prévues dans la stratégie d'appels de fonds (CAP/CHAP).

Les clusters / Sous clusters niveau régional rapportent concomitamment au Cluster national pour les clusters régionaux, aux sous clusters pour les cellules sectorielles et à l'Equipe Humanitaire du Pays (HCT) pour les Clusters nationaux.

Un Sous cluster donné ou un cluster national peut saisir l'Equipe Humanitaire du Pays (HCT) sur des questions et /ou préoccupations spécifiques ou qui auraient des répercussions au niveau multisectoriel.

Sur le terrain les structures de coordination sont suggérées en fonction des besoins et comprennent, entre autres: (1) les réunions de coordination générale (2) les sous clusters ou commissions sectorielles (3) les cadres de concertation avec les autorités administratives et coutumières.

4-2-3- Les actions de coordination du CRPGCA Tahoua

A l'image du Comité National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (CN/PGCA), le Comité Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires de Tahoua (CR/PGCA/TA), est une organisation à caractère consultatif, créée par arrêté du Gouverneur en vue d'assurer la gestion stratégique et opérationnelle de la prévention et de la gestion des crises alimentaires dans la région.

Il est créé dans chaque département, par arrêté du Préfet, un comité similaire dénommé Comité Sous/Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (C/SR/PGCA), aux fins d'appuyer le comité régional dans sa mission de gestion de crise alimentaire et agro pastorale.

a- Missions principales

La principale mission du comité est la gestion stratégique et opérationnelle de la prévention et de la gestion des crises alimentaires dans la région.

A ce titre, il est chargé de :

- ◆ prévenir et détecter la situation de crises alimentaires et alerter les Autorités ;
- ◆ proposer aux Autorités Régionales des mesures visant à enrayer et à réduire l'effet de tout phénomène lié à l'instabilité de l'environnement naturel et socio-économique ;
- ◆ proposer aux Autorités Régionales des actions ponctuelles pour mieux sécuriser les populations contre les situations de crises alimentaires ;
- ◆ identifier les zones à risque et les populations vulnérables ;
- ◆ estimer les besoins en aide alimentaire ;
- ◆ élaborer des plans de distribution d'aides ;
- ◆ superviser et évaluer les distributions d'aides ;
- ◆ suivre les indicateurs de la situation alimentaire, sanitaire, nutritionnelle et socio-économique ;
- ◆ coordonner les interventions menées dans la Région, dans le domaine de la prévention et de la gestion des crises alimentaires.
- ◆ D'assurer la cohérence et l'efficacité des actions à court et moyen termes visant l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la réduction de la vulnérabilité chronique et la résilience des populations ;

b- Domaines d'expériences et zones d'interventions

Le Comité Régional de Prévention et de Gestion des crises Alimentaires intervient dans toute la région de Tahoua dans le domaine de la sécurité alimentaire et crises agricoles.

A cet effet il :

- ◆ détecte les situations de crises alimentaires dans la région ;
- ◆ alerte les autorités locales pour s'initier aux dispositions à prendre en cas de crise et persistance ou répétition.
- ◆ propose aux autorités des mesures visant à réduire l'effet de tous phénomènes liés à l'instabilité de l'environnement naturel et socio-économique.

c- Relation avec la FAO et les autres partenaires humanitaires

Comme le stipulent les conditions de coordination des interventions dans les cadre des actions humanitaires, le Comité Régional de Prévention et de Gestion des crises Alimentaires entretient des relations avec toutes les structures œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire dans la région.

Ainsi en plus des membres ordinaires, deux (2) représentants des ONG Internationales dont la FAO est le leader à Tahoua, deux (2) représentants des ONG nationales et deux (2) représentants des Associations, intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire sont membres du comité.

En plus des membres désignés, le Comité peut entendre à titre consultatif toute personne susceptible de l'aider dans l'accomplissement de sa mission.

4-3- Les forces et les faiblesses du système d'intervention de la FAO à Tahoua

4-3-1- Les Forces de l'intervention de la FAO

- ◆ Les semences et les cheptels avec les aliments bétails de la FAO sont arrivées à temps dans les villages déficitaires prévu à appuyer dans les départements de la région de Tahoua
- ◆ Dans les sites ou communes où les agences d'exécution de la FAO (partenaires) ont d'autres activités (DGC, les différents cashs, blanket feeding) pour accompagner les vulnérables, l'aptitude pour poursuivre les travaux de champs est bien senti au niveau de chaque ménage bénéficiaire. C'est-à-dire la synergie et la cohérence des activités au niveau local pour un début sont bien satisfaisantes pour les vulnérables
- ◆ La couverture par rapport au nombre des villages déficitaires est satisfaisante.
- ◆ Les semences de mil, sorgho, niébé sont des semences de qualité dans la phase de germination et tallage.
- ◆ L'accompagnement des engrais est très important pour les bénéficiaires
- ◆ Les communes et les autorités locales sont impliquées dans la disposition des données sur les semences (tonnage, village, type de semence)
- ◆ Les ONGs qui apportent leurs programmes sont bien accompagnés par les semences de la FAO dans l'objectif d'appuis aux vulnérables
- ◆ Les services techniques sont impliqués dans la distribution pour mieux confirmer les villages déficitaires
- ◆ Des ciblage ont été faits avec des comités locaux pour ne pas omettre des ménages vulnérables
- ◆ Les appuis aident les vulnérables à commencer leurs propres champs dès le début de la campagne.

4-3-2- Les Faiblesses

- ◆ Des différents ONG et intervenants ont réalisés à la base plusieurs ciblage qui créent une stigmatisation de la population et ne favorisant pas la coordination de la distribution des appuis dont les semences font parties.
- ◆ L'implication des communes qui n'est pas encore descendu jusqu'au village pour mieux coordonner les appuis humanitaires réalisés par tous les partenaires.

- ◆ Le Kit de semences destinées pour un ménage vulnérable pauvre ou très pauvre n'est pas satisfaisant par rapport aux besoins réels (10 kg de céréale, 5 kg des légumineuses) et n'est pas respecté exhaustivement, et mêmes les semences distribuées pour un ménage sont utilisés pour d'autres fins (dons aux voisins), ainsi le taux d'utilisation des semences améliorées sont pratiquement faible dans les villages déficitaires.
- ◆ L'insuffisance de l'encadrement technique due à un personnel qui ne couvre pas l'ensemble des zones d'intervention, et la faiblesse des moyens logistiques qui lui sont affectées pour assurer l'encadrement de proximité ;
- ◆ Les appuis des partenaires sont très disparates dans les villages, les vulnérables partenaires de PAM sont souvent différents des vulnérables partenaires de la FAO, la cohérence au niveau village sur les résultats n'est pas à l'échelle et d'autres ménages se sentent moins considérés dans la crise par rapport aux autres.
- ◆ Les ménages servis dans les villages déficitaires sont encore à augmenter jusqu'à l'ordre de 50 % des pauvres et très pauvres pour éviter au vol et mauvaise répartition pendant la période d'installation des cultures.
- ◆ La notion d'utilisation des engrais dans l'amélioration de la production est encore à vulgariser. Des formations sur la fabrication des compostiers sont à envisager pour avoir plus d'efficacité avec les semences améliorées.
- ◆ Le choix des centres de distribution est à améliorer pour éviter à un déplacement lointain et fréquent aux vulnérables.
- ◆ L'arrivée parcelle des semences suivant les disponibilités des fournisseurs et partenaires rend une complication sur la distribution, une coordination particulière suivant le niveau de stock de chaque centre de distribution respective devait être faite pour ne pas tarder le calendrier cultural.
- ◆ La persistance des paysans sur la pratique de la technique culturale traditionnelle constitue un freinage sur l'augmentation du rendement (culture en ligne, fréquences de sarclage, équipements rudimentaires...)
- ◆ Une forte variation du nombre de ménages vulnérables due à un mouvement démographique ou migration massive des actifs agricoles (exode) affecte la production et les bras valides pour assurer les mains d'œuvre rurale.

Chapitre V – Recommandations et suggestions

5-1- Suggestions :

5-1-1- Sur le plan organisationnel

- ◆ Le renforcement des capacités des responsables à tous les niveaux de la réponse devait être fait pour qu'il ait cohérence dans la coordination des actions sur terrain.
- ◆ L'amélioration de la planification stratégique au niveau de la région qui clarifie les résultats collectifs que la communauté humanitaire vise à atteindre avec les implications des ONG locaux et autres internationaux.
- ◆ Le renforcement des évaluations des besoins, de la gestion de l'information, de la planification, du suivi-évaluation pour une réponse plus efficace et stratégique et à temps suivant le degré de manifestation de la crise sur terrain.
- ◆ L'amélioration de la coordination du cluster, ou groupe sectoriel, la performance et la participation, ainsi qu'une procédure d'activation de cluster plus clairement définie.
- ◆ Une responsabilisation accrue pour l'atteinte des résultats collectifs, basée sur une performance et un cadre de suivi convenus par les parties, liés au plan stratégique.
- ◆ Le renforcement de la responsabilité vis-à-vis des communautés touchées, à mettre en œuvre sur le terrain par le biais d'un cadre opérationnel inter-agence défini.

5-1-2- Sur le plan technique

Compte tenu des contraintes qui annihilent les efforts de production des populations de la zone par les baisses des semences de la FAO, les recommandations qui suivent permettront d'améliorer la situation socio-économique des ménages pauvres et très pauvres dans la zone. Ainsi, il y a lieu de :

- ◆ Améliorer les conditions de vie et d'élevage par l'amélioration de la disponibilité en point d'eau,
- ◆ Promouvoir les techniques d'amélioration de la paille pour l'alimentation du bétail ;
- ◆ Appuyer l'activité d'embouche et d'élevage à cycle court (aviculture, petits ruminants) pour les couches pauvres en vue d'améliorer leur niveau de revenu ;
- ◆ Améliorer l'accès au crédit d'investissement aux ménages pauvres ;

- ◆ Soutenir financièrement par le cash les ménages très pauvres afin qu'ils améliorent leur alimentation ;
- ◆ Renforcer et étendre le programme de cantine scolaire pour une amélioration de la couverture alimentaire notamment pour les ménages pauvres,
- ◆ Poursuivre le programme de blanket feeding qui consiste à améliorer la situation alimentaire et le statut nutritionnel des enfants assuré par PAM;
- ◆ Reconstitution des cheptels par distribution aux ménages très pauvres et pauvres ayant tout perdu lors de la crise pastorale ;

5-1-3- Sur le plan institutionnel

Les agences humanitaires travaillent avec les gouvernements ainsi que les acteurs de développement. L'étendue des besoins est telle qu'aucun organisme ne peut y faire face seul. Lors de l'Assemblée générale de l'ONU en Septembre dernier, la communauté internationale a adopté une stratégie intégrée pour le Sahel. Celle-ci met en exergue le fait que les besoins humanitaires ne peuvent être adressés indépendamment de considérations sécuritaires et des efforts en matière de développement. Les personnes déplacées par le conflit au nord de Tahoua (en provenance de Mali) ont besoin de la paix et la stabilité avant même de recevoir une assistance pour relancer leurs productions agricoles ou reconstruire leurs cliniques. Les gouvernements et les agences du développement ont pour responsabilité de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité qui rendent les populations aussi vulnérables aux chocs externes tels que les catastrophes naturelles et les conflits.

La réponse humanitaire n'a cependant pas réglé toutes les difficultés des populations – loin de là. Les habitants de la Région de Tabalak et Tchintabaraden sont confrontés à de nombreuses crises. Avant les inondations nombre d'entre eux vivaient déjà en insécurité alimentaire chronique en raison de mauvaises récoltes récurrentes et la perte de pâturage.

Une politique agricole qui affiche clairement des ambitions de souveraineté alimentaire régionale et de réduction de sa dépendance à l'égard des importations provenant du reste du monde. Pour autant, la question qui se pose est ; cela sera-t-il suffisant pour fonder une transformation durable de son agriculture et relever le défi alimentaire ?

5-2- Recommandations sur les fonctions régaliennes des services étatiques

Les objectifs louables de la coordination des interventions dans le cadre des actions humanitaires, compte tenu de la situation alimentaire et économique du Niger, nécessitent néanmoins d'être questionnés à la lumière des conditions spécifiques des espaces où l'on souhaite développer la résilience et la situation de la sécurité alimentaire. En effet, il semble illusoire d'espérer que le simple fait de développer ce volet au niveau des politiques officielles (gouvernementales) va nécessairement le matérialiser sur le terrain dans la direction et la situation voulues ; qui se traduit par la réduction de la famine et le relèvement précoce.

En fait, l'état devait jouer son rôle de fonction régalienne, c'est-à-dire réduire les interventions dans le cadre des opérations et exécutions des stratégies de réduction de la pauvreté et de la lutte contre l'insécurité alimentaire comme le type de distributions gratuites et des appuis en matériels et semences ou intrants agricoles. Il faut qu'il concentre et focalise leurs efforts dans la coordination et la gestion de suivi des faisabilités techniques et spatiales. Ceci dans l'objectif d'avoir des résultats palpables en termes de qualité et de quantité et par rapport aux vrais besoins des vulnérables.

Egalement, ce rôle de suivi de coordination devait revenir à l'état pour qu'il n'y ait pas empiétement entre les suivis de réalisation techniques exercés par les organismes partenaires respectifs et les suivis de gestion des interventions.

CONCLUSION

Il faut une nouvelle approche pour rompre ce cycle de la faim et de la vulnérabilité. La crise du Sahel est sévère mais elle n'est pas nouvelle, une agence comme la FAO à elle seule ne peut plus répondre au cycle récurrent de crises par un cycle continu d'assistance humanitaire. Elle ne peut continuer comme à assister éternellement, c'est intenable de gérer des grandes crises avec les mêmes moyens périodiquement. A moins de changer de l'approche, les humanitaires sont obligés de venir en aide à un très grand nombre de personnes chaque année.

Cette année, le système de nations unies et les organismes internationaux d'aide s'engagent dans une stratégie sur trois ans pour répondre à ces défis de façon plus systématique et intégrés avec la cohabitation des interventions de tous les acteurs.

Plus particulièrement, dans la zone agropastorale de Tahoua, les ménages Très pauvres et Pauvres arrivent à peine à couvrir leur besoin énergétique de base même en année normale. La FAO s'engage toujours à participer dans cette lutte sans fin avec l'approche par la gestion accès sur les résultats pour qu'il y ait relèvement et amélioration des revenus quotidiens palpable et confiant des vulnérables.

Les achats alimentaires constituent la principale source de nourriture pour ces deux groupes, ce qui les rend très vulnérables aux fluctuations des prix. L'alimentation est globalement très peu diversifiée composée principalement de céréales et de faibles quantités de produits végétaux riches en protéines (niébé). La consommation des légumes est assez importante en particulier dans les villages maraichers mais ne contribue pas significativement à la satisfaction des besoins énergétiques des ménages. D'ailleurs, la grande partie est destinée à la vente. La consommation des produits animaux principalement le lait est très faible chez les Très Pauvres et Pauvres. Elle demeure toutefois assez importante chez les Nantis.

Le faible pouvoir d'achat de l'écrasante majorité des populations à savoir les Très pauvres et les Pauvres et même les moyens et les nantis dans la zone agropastorale de Tahoua avec un revenu annuel moyen par personne (respectivement de 52 714 F CFA, 52 833 F CFA, 79 500 F CFA et 94 800 F CFA) en dessous du seuil de pauvreté national fixé à environ 110 348 FCFA. Une très forte inégalité sociale entre les différents groupes: Les Nantis génèrent quatre (4) fois plus de revenu que les Très pauvres, trois (3) fois pauvres que les Pauvres et deux (2) fois plus que les Moyens. Dans la zone, le revenu des Très Pauvres et Pauvres est tiré essentiellement des activités économiques très aléatoires (le travail journalier ou salariat rural, l'auto-emploi comme la fabrication des briques, la vente de bois, etc..) et les migrations tandis

que les moyens et les nantis tirent l'essentiel de la vente des animaux, des produits maraichers (cultivés le long des vallées) et des produits de rente. L'essentiel du revenu des Très Pauvres et Pauvres est utilisé dans l'alimentation d'où peu d'investissement dans la santé et l'éducation des enfants et dans l'amélioration des productions agricoles. Les Moyens et les Nantis font des investissements importants dans l'élevage, le maraichage et les cultures d'hivernage à travers les achats des intrants agricoles, des animaux et des produits zootechniques.

Annexes :

Annexe 1 – Fiches de suivi des ménages appuyés par la FAO par des semences maraichères

FICHE 7: ETUDE SOCIO-NUTRITIONNELLE DES MENAGES BENEFICIAIRES DU PROGRAMME DE MARAICHAGE DE LA FAO 2011-2012

REGION DEPARTEMENT

COMMUN..... VILLAGE/SITE.....

Groupe :.....(1=site FAO ;2= site traditionnel ; 3=J PS jardin potager scolaire ; 5= du village sans site)

Nom de l'enquêteur :	N° du questionnaire/2012
Nom du superviseur:	Date de passage :/...../2012

A. IDENTIFICATION DU BENEFICIAIRE

Q 01	Nom de la répondante.....	
Q 02	Quel est votre âge (années)	/___/___/années
Q 03	Etat civil 1=Mariée en monogame ; 2=Mariée en polygame 3= divorcée ; 4=veuve ; 5=célibataire	/___/
Q 04	Savez-vous lire et écrire ? 1= oui ; 2 = non, 3=lire uniquement	/___/
Q 05	Estimez-vous avoir une santé 1= bonne, 2= normale, 3= mauvaise, 4=très mauvaise (handicapante)	/___/
Q 06	A quel catégorie de ménages pensez-vous appartenir : 1=riches, 2=moyens, 3=pauvres, 4= très pauvres (vulnérables)	/___/
Q 07	Comment qualifiez-vous la taille de votre ménage ? 1=grande taille, 2=taille moyenne/normale, 3=petite taille	/___/
Q 08	Quelle est la taille de votre ménage 5a=Total, 5b=nbre d'actifs, 5c=nbre d'enfants de moins de 5ans, 5d=nbre d'enfants de 6-24mois	5a=___/___/5b=___/___/ 5c=___/___/5d=___/___/
Q 09	Etes-vous membre d'un groupement/association a) 1=oui 2=non b) Si oui, activité principale du groupement	/___/
Q 10	Quelle est la principale source d'eau de boisson du ménage ? 1=Robinet d'eau courante, 2=Forage, 3=Mini AEP, 4=Puits protégés, 5=Puits ouverts, 6=Eau surface (marigot, rivière, ruisseau, pluies, mares, fleuve, etc.), 7=Autre à préciser	/___/
Q 11	Quel est le principal type de toilette qu'utilise votre ménage ? 1=Latrine traditionnelle, 2=Latrine améliorée, 3=Brousse (dans la nature), 4=W.C avec chasse d'eau, 5=Autre à préciser	
Q 12	Quelle est la principale source d'énergie pour la cuisson dans le ménage ? 1=Bois de chauffe, 2= Charbon, 3=Gaz, 4=Electricité, 5= Réchaud à pétrole, 6=Bouses de vache, 7=Tiges de céréales, 8=Autre (à préciser)	
Q 13	Quel est le statut d'occupation du logement du ménage ? 1=Propriétaire, 2=Locataire, 3=Occupe sans payer de location/ logé gratuitement, 4=Autres (à préciser) :.....	
Q 14	Quelle est la nature principale du toit du logement ? 1=Terre, 2=Paille, 3=Bois, 4=Tôle ou métal, 5=Ciment/béton, 6=Tuiles, 7=Peau, 8=Nattes, 9=Autres (à préciser)	
Q 15	Quelle est la principale activité a) du chef de ménage b) de son épou(se)? 1= Agriculture, 2= Elevage, 3= Commerce, 4= Travail journalier, 5=artisanat, 6=exode, 7= Secteur public, 8= Secteur privé, 9 = Autres à préciser ...	1 ^e =...../ 2 ^e =...../ 3 ^e =...../

Q 16	Combien de sources de revenus le ménage dispose t-il?	<input type="text"/>			
Q 17	Citez les 3 Sources de revenus principales du ménage par importance de contribution en % (100%=le total des recettes mensuelles du ménage) et son équivalent en francs cfa 01 =Vente de produits agricoles, 02 = Vente bétail/ Embouche/ vente produits d'élevage, 03 = Petit commerce, 04 =Travail journalier , 05 = Artisanat, 06 = Exode/transfert, 07 =Vente de bois/paille, 08 =Salarié 09 =Commerçant/entrepreneur, 10 = Emprunt, 11 =Mendicité, 12 =Extraction/carrière, 13 = Autres		Source	%*	Fcfa/mois
1 ^{ère}					
2 ^{ème}					
3 ^{ème}					

B. BIENS DU MENAGE APPARTENANCE/PROPRIETAIRE ET UTILISATEUR

Q18 Quels sont les biens fonctionnels possédés par le ménage ?

Q18A Nom du bien	Q18B 1=Oui 2=Non	Q18C Nombre de ce bien possédé	Q18D Propriétaire du bien 1=Homme 2=Femme	Q18E Utilisateur du bien 1=Homme, 2= Femme, 3=Tous	Q18F Etat du bien 1=Neuf, 2=Usager 3=Vieux/abimé	Q18G Valeur estimée de ce bien (fcfa)
1. Chaise	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2. Couverture /Sakala	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3. Table	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4. Lit	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5. Nattes (plastique, raffia)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
6. Bijoux	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
7. Fer à repasser	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
8. Machine à coudre	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
9. Téléphone portable	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
10. Appareil TV	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
11. Radio	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
12. Houe/Daba/hilaire/rate au	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
13. Arrosoir	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
14. Pompe à eau (motopompe)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
15. Grenier	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
16. Moto/Vélocycle	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
17. Bicyclette	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
18. Charrette (traction animale)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
19. Charrue pour la	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

traction animale						
20. Moustiquaire	<input type="checkbox"/>				
21. Lampe / Torche	<input type="checkbox"/>				

ELEVAGE						
Q 19 Est-ce que le ménage possède des animaux 1= oui, 2= non						<input type="checkbox"/>
Q19a Si oui, Animal possédé par le ménage	Q19b Nombre possédé	Q19c Nombre de femelles	Q19d Propriétaire de l'animal 1=Homme, 2=Femme, 3=les deux	Q19e Nombre appartenant à la femme	Q19f Utilisateur principal : 1=Homme, 2=Femme 3=Tous	Q19g Valeur estimée de ces animaux (fcfa) possédés (cfr Q19b)
Bovins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ovins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Caprins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Camelin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Asins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Equins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Poulets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pintades	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Canards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pigeons	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

TERRES				
Q 20 Est-ce que le ménage possède des terres agricoles ? 1= oui, 2= non				<input type="checkbox"/>
Q20a Si oui, Superficie totale (ha)	Q20b Superficie allouée au maraichage (ha)	Q20c Superficie appartenant à l'homme (ha)	Q20d Superficie appartenant à la femme (ha)	Q20e Superficie exploitée par la femme (ha)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C. PRODUCTION DU MENAGE		
Q 21	Avez-vous exploité des champs en campagne d'hivernage 2011? 1=oui, 2= non	<input type="checkbox"/>
Q 22	Si oui, Quelle superficie totale exploitée (ha)?	<input type="checkbox"/>
Q 23	Comparé à la campagne d'hivernage 2010, cette superficie exploitée est-elle : 1= supérieure, 2=égale, 3= inférieur ?	
Q 24	Si inférieure (Q 23=3), quelle en est la cause principale : 1=Faible pluviométrie, 2=Insectes et/ou maladies,3=Manque d'intrant, 4=Arrêt précoce des pluies, 5=Manque de terres, 6=Inondations, 7=Autres à préciser	<input type="checkbox"/>
Q 25	Comment jugez-vous la campagne agricole d'hivernage 2011 ?	<input type="checkbox"/>

	1=bonne, 2= normale, 3=mauvaise	
Q 26	Disposez-vous encore aujourd'hui de stocks (stock et/ou approvisionnement) de céréales (Mil ; Sorgho ; Maïs ; Fonio ; Blé, Riz) ? 1=ooui, 2= non	_ _
Q 27	Si oui, pensez-vous que votre stock actuel est suffisant pour couvrir les besoins alimentaires de votre ménage jusqu'aux récoltes d'hivernage 2012? 1=ooui, 2= non	_ _
Q 28	Si Non à Q27, Combien de mois pensez-vous que votre stock actuel vous permettra de couvrir ? (en nombre de mois)	_ _ _
Q 29	Avez-vous des dettes contractées pour des besoins alimentaires 1=ooui, 2=non	_ _
Q 30	Si oui, à combien les estimez-vous en fcfa ?	_ _ _ _

D. SOURCES DES DEPENSES DU MENAGE

	Catégories	Quantité (unité) achetée (a)	Fréquence d'achat (b)	Prix unitaire (FCFA) (c)	Total = (a)*(b)*(c)
Principaux articles vivriers les <u>derniers 30jours</u> (1mois)					
Q31	Aliments sauce				
Q32	Légumes à feuilles vertes				
Q33	Pomme de terres				
Q34	Oignon				
Q35	Céréales (mil, sorgho, maïs, riz...)				
Q36	Niébé/haricot/dolique				
Q37	Viande (boeuf, volaille, moutons,...)				
Q38	Poisson (frais, séché, en boîte)				
Q39	Lait				
Q40	Thé/café :cola				
Q41	Sucre				
Q42	Sel				
Q43	Huile				
Q44	Savon (morceau, liquide, poudre)				
Q45	Pétrole/paraffine/piles				
Q46	Charbon /Bois de chauffe				
Autres dépenses ménagères les <u>derniers 12mois</u>					
Q47	Eau/logement/électricité				
Q48	Agriculture (achat terres, semence, engrais, main d'œuvre, outils,...)				
Q49	Elevage (achat bétail, aliment bétail, intrants vétérinaire,...)				
Q50	Frais d'école				
Q51	Frais de santé				
Q52	Habillement				

Q53	Soins du corps (pommade, tresses, coiffure, parfum, ...)				
Q54	Taxes/impôts				
Q55	Crédits/prêts				
Q56	Tontine, don,				
Q57	Transport				
Q58	Fêtes /Cérémonies/Funérailles/				
Q59	Remboursement dette/emprunt				
Q60	Autre:.....				

E. CONSOMMATION ALIMENTAIRE DU MENAGE LES DERNIERS 7JOURS

<p>Q.61</p> <p>Types d'Aliments consommés dans le ménage au cours <u>des 7 derniers jours</u></p> <p><u>NB Ce qui compte c'est le nombre de jour où l'aliment cité a été consommé (ce qui diffère du nombre de fois par jour ni des quantités consommées.</u></p> <p>Exemple : avoir mangé du chou le mardi midi et soir =1 (et pas 2) car c'est le même jour ; mais avoir mangé du chou tous les midis et soirs =7 et non pas 14). En tout cas la valeur varie entre 0 et 7</p>	<p>Q.a</p> <p>Pendant combien de <u>jours</u>, les aliments suivants ont-ils été consommés au cours des 7 derniers jours précédents l'enquête?</p> <p>0 = Pas consommé</p> <p>1= consommé 1 jour/les 7jrs,</p> <p>2= consommé 2 jours /les 7jrs,</p> <p>3= consommé 3 jours/les 7jrs,</p> <p>4= consommé 4 jours/les 7jrs,</p> <p>5= consommé 5 jours/les 7jrs,</p> <p>6= consommé 6 jours/les 7jrs,</p> <p>7= consommé 7 jours/les 7jrs,</p>	<p>Q.b</p> <p>Quelle était la principale source de cet aliment consommé au cours de ces 7 derniers jours? 00. Non applicable</p> <p>01 Propre production pluviale</p> <p>02 Propre production Contre saison</p> <p>03 Propre production animale</p> <p>04 Achats au marché</p> <p>05 Achats boutique intrants</p> <p>06 Achats avec revenus contre saison</p> <p>07 Dons/Zakat</p> <p>08 Troc</p> <p>09 Aide/Assistance</p> <p>10 Emprunt</p> <p>11 Chasse/cueillette/pêche</p> <p>12 Autre à préciser</p>
01-Mil	_ _	_ _
02-Sorgho	_ _	_ _
03-Maïs/Riz	_ _	_ _
04- Autres céréales (blé, fonio ...) pain, pâtes alimentaires, ...	_ _	_ _
05- Manioc (y compris gari)	_ _	_ _
06- Ignose	_ _	_ _
07- Autres tubercules (pomme de terre, patate douce, taro...)	_ _	_ _
08- Niébé / haricot	_ _	_ _
09- Niébé / arachide (comme condiment)	_ _	_ _
10- Autres légumineuses (lentilles, petits pois, voandzou, néré)	_ _	_ _
11- Feuilles vertes (baobab, yoddo, mollohia, etc.) comme condiment	_ _	_ _
12- Feuilles vertes (Moringa,Tafassa, Kaoutchi, Guera sp., etc.)	_ _	_ _
13- Autres feuilles et légumes (gombo, oseille..)	_ _	_ _
14-Légumes : chou, carottes, tomates, laitue,	_ _	_ _

15-Oignons		
16-Fruits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17-Viande, abats	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18-Viande (juste comme condiment)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19-Poisson	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20-Poisson (juste comme condiment)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21-Volaille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
22-Oeufs/omelette	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23-Lait, fromage, yaourt, beurre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
24-Sucre, miel, confiture, boissons sucrées, dattes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
25-Huile, graisses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

F. CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES ENFANTS AGES DE 06 à 59MOIS

Q62. Est-ce que vos enfants de 06 à 59mois ont consommé les aliments cités dans les 24h précédentes?

Rappel : nombre d'enfants de 6-59mois

Q 62a Type d'aliments	Q62.B	Q62.C	Q62.D	Q62.E
<p>NB Au contraire de la question 61, ici ce qui compte c'est le nombre de fois que l'aliment cité a été consommé endéans les 24h.</p>	<p>L'aliment a-t-il été consommé ?</p> <p>1=où, 2=non</p>	<p>Si oui, en combien de fois?</p> <p>1=1fois, 2=2fois etc,</p>	<p>Si oui, sous quelle forme a-t-il été consommé ?</p> <p>1=forme normale/directe (comme celle du ménage), 2= forme adaptée à l'enfant (écrasée et/ou en soupe)</p>	<p>Origine de l'aliment :</p> <p>00. Non applicable 01 Propre production pluviale 02 Propre production Contre saison 03 Propre production animale 04 Achat au marché 05 Achat boutique d'intrants 06 Achat avec revenus contre-saison 07 Troc 08 Don/Aide/Assistance</p>
Pour enfant de 9 à 59mois				
01- Produits laitiers (yaourt, fromage, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
02- Céréales (sorgho, riz, farine, maïs, Mil, Tô) ou pain, beignets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
03 La boule <u>avec</u> lait	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

04 La boule <u>sans</u> lait	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
05- Légumineuses (lentilles, haricots, niébé, pousses de soja, arachides)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
06- Légumes (haricots verts, carottes, feuilles, tomates, sauce...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
06a) chou	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
06b) pomme de terre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
06c) carotte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
06d) tomate	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
06e) laitue	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
06f) oignon	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
07- Fruits (mangue, banane, plantain, pomme, melon, papaye, orange,...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
08- Viande ou volaille/poisson/oeufs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
09- Nourriture préparée avec de l'huile, de la graisse ou du beurre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour enfant de 5 à 9 mois				
Votre enfant de âgé de 5 à 9 mois a eu durant les dernières 24h le mode d'alimentation suivant :				
10- Allaitement exclusif	1=oui, 2=non		<input type="checkbox"/>	
11- Allaitement +autre liquide	1=oui, 2=non		<input type="checkbox"/>	
12- Allaitement + aliments	1=oui, 2=non		<input type="checkbox"/>	
13- Allaitement + autre liquide et aliments	1=oui, 2=non		<input type="checkbox"/>	
14- Autre liquide + aliments	1=oui, 2=non		<input type="checkbox"/>	

G. APPUIS ET TRANSFERTS SOCIAUX

Q63- Le ménage a-t-il bénéficié des programmes suivants au cours des 12 derniers mois ?	
1-Oui 2- Non	
1- Intrants agricoles maraichers (semences et/ou engrais et/ou petit matériel)	<input type="checkbox"/>
2- Intrants agricoles d'hivernage	<input type="checkbox"/>
3- Banque céréalière	<input type="checkbox"/>
4- Distribution gratuite	<input type="checkbox"/>
5- Vente de céréales à prix modéré	<input type="checkbox"/>
6- Vivre contre travail/ Argent contre travail (cash for food, cash forwork)	<input type="checkbox"/>
7- Ration de décharge/protection	<input type="checkbox"/>
8- Don/zakat	<input type="checkbox"/>
9- Blanket feeding	<input type="checkbox"/>

10- Ration complémentaire pour les femmes enceintes et allaitantes	<input type="checkbox"/>
11- Autres à préciser-----	<input type="checkbox"/>

H. CHOCS CONNUS PAR LE MENAGE

Q64. QUELLES ONT ETE VOS PRINCIPALES DIFFICULTES OU CHOCS DURANT LES 12 <i>DERNIERS MOIS</i> ?		
Type de choc/difficulté ces <u>12 derniers mois</u>	1=oui, 2=non	Si oui, Classer les 3 principaux chocs par gravité : 1=1 ^{er} , 2=2 ^{ème} , 3=3 ^{ème} choc
1= Perte d'emplois	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2 = Baisse de revenus	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3= Maladie / dépenses de santé exceptionnelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4= Décès d'un membre actif de la famille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5= Augmentation des prix des denrées alimentaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6= Augmentation des prix du carburant / du transport	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7= Augmentation des prix du loyer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8= Augmentation des prix des intrants agricoles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9 = Coupure d'électricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10 = Insécurité / vols	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11 = Remboursement de dettes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12= Chômage de longue durée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13= Catastrophes naturelles (inondation, incendie, vents)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14= Irrégularité des pluies	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15= Impossibilité de pratiquer le maraichage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16= Impossibilité de pratiquer les cultures pluviales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17= Exode d'un membre actif de la famille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18= Autre (précisez).....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q65 Comment jugez-vous l'impact de ce choc sur la situation alimentaire de votre ménage ?		
1= Très important 2= Modéré 3 = Faible 4 = Sans d'impact		<input type="checkbox"/>
Q66 Comment jugez-vous l'impact sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans?		
1= Très important 2= Modéré 3 = Faible 4 = Sans d'impact		<input type="checkbox"/>

I. STRATEGIES DU MENAGE			
Q67.1	Combien de repas collectifs sont pris par jour dans le ménage?	67.2 A) Actuellement <input type="text"/>	67.2 B) Habituellement à la même période <input type="text"/>
67.2	Combien de repas sont pris par les enfants de 1 à 5 ans par jour dans le ménage ?	67.2 A) Actuellement <input type="text"/>	67.2 B) Habituellement à la même période <input type="text"/>
	Au cours des 7 derniers jours	Fréquence : Nombre de jours durant les 7 derniers jours (utiliser les valeurs de 0 à 7)	
67.3	Y-a-t-il eu des moments où vous n'aviez pas assez de vivres ou d'argent pour en acheter ?	<input type="text"/>	0 = Non 1 = 1 jour 2 = 2 jours 3 = 3 jours 4 = 4 jours 5 = 5 jours 6 = 6 jours 7 = 7 jours
67.4	Est-ce que votre ménage a consommé des aliments moins préférés?	<input type="text"/>	
67.5	Est-ce que votre ménage a emprunté des vivres chez des parents, des voisins ou des amis ?	<input type="text"/>	
67.6	Est-ce que votre ménage a acheté des vivres à crédit ?	<input type="text"/>	
67.7	Est-ce que votre ménage a dû dépendre de l'aide alimentaire extérieure ?	<input type="text"/>	
67.8	Est-ce que votre ménage a dû renoncer au paiement de dettes contractées pour acheter des vivres ?	<input type="text"/>	
67.9	Est-ce que votre ménage a eu recours inhabituel à la consommation d'aliments de pénurie (Anza, Jigga, Agua, Guera sp.)	<input type="text"/>	
67.10	Est-ce que votre ménage a consommé des semences pour des raisons d'insécurité alimentaire ?	<input type="text"/>	
67.11	Est-ce que votre ménage a dû demander à d'autres ménages de la nourriture pour les enfants ?	<input type="text"/>	
67.12	Est-ce que au moins un membre de votre ménage a eu recours à la mendicité ?	<input type="text"/>	
67.13	Est-ce que votre ménage a diminué la ration journalière ?	<input type="text"/>	
67.14	Est-ce que votre ménage a dû diminuer la ration journalière pour les adultes au profit des enfants ?	<input type="text"/>	
67.15	Est-ce que votre ménage a dû acheter des repas pour des raisons d'économie ?	<input type="text"/>	
67.16	Est-ce que votre ménage a diminué le nombre de repas pris par jour ?	<input type="text"/>	

67.17	Est-ce que votre ménage a dû passer toute une journée sans manger ?	<input type="checkbox"/>	
	Au cours des 30 derniers jours	Réponse	
67.18	Est ce que votre ménage a enregistré des départs d'actifs plus que d'habitude ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
67.19	Est ce que votre ménage a vendu des animaux reproducteurs pour des besoins alimentaires ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
67.20	Est ce que votre ménage a vendu des biens non productifs (bijoux, objets de valeur...) pour des besoins alimentaires?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
67.21	Est ce que votre ménage a vendu des biens productifs (bœufs de trait, charrue, charrette) pour des raisons d'insécurité alimentaire?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
67.22	Est ce que votre ménage a vendu des terres pour des raisons d'insécurité alimentaire ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
67.23	Est ce que votre ménage a retiré les enfants de l'école pour des raisons alimentaires ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>

Annexe 2- Fiches de suivi de culture pour les paysans pauvres appuyés en semences pluviales

I- Identification - Localisation

1. Nom, prénom du responsable de suivi	
3. Département	
4. Commune	
5. Canton	
6. Village	
7. Population du village	
8. Nombre de ménages bénéficiaires	
9. Perspective alimentaire du village	1. Excédentaire 2. déficitaire /___/ 3. en équilibre

Prénoms et nom de l'enquêteur :

Date de passage :/___/___/___/2012

Structure (ONG ou DDA) :

II- Identification du ménage *:

Numéro du ménage : _____

N°	QUESTIONS	REponses
2.1	Prénoms et nom de l'enquêté :	
2.2	Sexe	1. Masculin /___/ 2. Féminin
2.3	Statut Matrimonial	1. Marié 2. Divorcé /___/ 3. Veuf/Veuve 4. Célibataire
2.4	Age (âge en années révolues)	Age (an) /___/___/
2.5	Nombre des membres du ménage	1. Total ménage /___/___/ 2. Nombre de femmes /___/ 3. Nombre d'enfants de moins de 5 ans /___/___/ 4. Nombre d'enfants fréquentant des centres de récupération nutritionnelle /___/___/
2.6	Quelle est la principale activité?	1. Agriculture 2. Elevage 3. Commerce /___/ 4. Artisanat 5. Autres

III. Procédure et Effets de la distribution des semences

N°	QUESTIONS	REponses
3.1	Critères et modalités de sélection du ou de la bénéficiaire	1. Fréquentation CREN 2. zone vulnérable /___/ 3. Retard de semis 4. Autre (à préciser)
3.2	Période de distribution	1. Troisième décade de mai 2. Première décade de juin 3. Deuxième décade de juin /___/ 4. Troisième décade de juin 5. Première décade de juillet
3.3	Appréciation de la période de distribution	1. Trop tôt 2. Au bon moment /___/ 3. Tard
3.4	Quels sont les intrants agricoles reçus : Quantités	1. Niébé /___/ 2. Sorgho /___/ 3. Mil /___/ 4. Engrais /___/
3.5	Quelles sont les intrants que vous avez semés : quantités (estimé en kg)	1. Niébé /___/ 2. Sorgho /___/ 3. Mil /___/ 4. Engrais /___/
3.6	Avez-vous des intrants non utilisées :	1. Oui 2. Non /___/
3.7	Si Oui, quantités et nature des intrants non utilisés (estimé en kg)	1. Niébé /___/ 2. Sorgho /___/ 3. Mil /___/ 4. Engrais /___/
3.8	Qu'est ce que vous avez fait des intrants non utilisés	1. Revendu 2. Stocké pour réutilisation 3. Consommée /___/ 4. Don

IV. Suivi des cultures

4.1	Système de culture (encadrer la modalité)	Mil	Sorgho	Niébé	Autre
		1. Pur	1. Pur	1. Pur	1. Pur
		2. Associé	2. Associé	2. Associé	2. Associé
4.2	Quelle est la qualité des intrants reçus	1. Bonne 2. Moyenne /___/ 3. Mauvaise			
4.3	Dates de semis				
4.4	Qualité de la levée	1. Bonne 2. Moyenne /___/ 3. Mauvaise			
4.5	Quel a été le comportement végétatif des cultures	1. Bon 2. Moyen			

		<p>3. Mauvais</p> <p>Mil /___/ Sorgho/___/Niébé/___/</p> <p>Si réponse =3 préciser le stade phénologique :</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>
4.6	Quels sont les facteurs limitant au développement des cultures	<p>1. Sécheresse/___/</p> <p>2. Pression parasitaire /___/</p> <p>3. Qualité du sol/___/</p> <p>4. Autre /___/: préciser :.....</p>

V. Perception des producteurs sur les changements de bien être apportés par la fourniture d'urgence des intrants agricoles :

N°	QUESTIONS	REponses
5.1	Possédez-vous suffisamment de semences au démarrage de la campagne	<p>1. Oui /___/</p> <p>2. Non /___/</p>
5.2	Quel est le nombre de champs que vous possédez	/___/
5.3	Combien de champs avez-vous pu semer avec l'appui en semences apportées ; Donnez la superficie semée (ha)	<p>1. Nombre /___/</p> <p>2. Surface (ha)/___/</p>
5.4	Avez-vous effectué des re-semis cette année	<p>1. Oui/___/</p> <p>2. Non /___/</p>
5.5	Si oui, est-ce que les semences reçues ont été utilisées à cause des re-semis?	<p>1. Oui/___/</p> <p>2. Non /___/</p>
5.6		<p>1. Oui/___/</p> <p>2. Non /___/</p>

Bibliographie

Il existe une vaste bibliographie sur la sécurité alimentaire et les sujets annexes comme le développement humanitaire et les gestions de crise agricole. La liste succincte d'ouvrages qui suit traite en les développant des thèmes qui sont introduits et utilisés pour enrichir le travail.

1-M Buchanan-Smith et S Davies, *Famine Early Warning and Response : The missing link*, Intermediate Technology Publications, 1995

2-R Chambers, *Rural appraisal : Rapid, relaxed and participatory*, Discussion paper N°311, Institute of development studies, University of Sussex, 1992.

3-First : *Sociological variables in rural development*, publié pour la Banque mondiale par Oxford University Press, 1985, p. 399-415.

4-R Chambers, R Longhurst et A Pacey, *Seasonal dimensions to rural poverty*, Frances Pinter, 1981.

5-P Cutler, « *Famine Forecasting : Prices and peasant behaviour in Northern Ethiopia* » *Disasters* 8 (1), 1984.

6-S Devereux, *Famine in the 20th Century*, IDS Working paper 105, 2000.

7-A De Waal, *Famines that kills*, Clarendon Press, 1989.

8-World Food Programme : UN High Commissioner for Refugees, *Guidelines for Estimating Food and Nutritional Needs in Emergencies*, décembre 1997.

9- *Approche de l'Economie de Ménage* ; Save the Children ; 2000

Estimez-vous avoir une santé 1= bonne, 2= normale, 3= mauvaise, 4=très mauvaise (handicapante)	54
A quel catégorie de ménages pensez-vous appartenir : 1=riches, 2=moyens, 3=pauvres, 4= très pauvres (vulnérables).....	54
Quelle est la principale source d'eau de boisson du ménage ?	54
1=Robinet d'eau courante, 2=Forage, 3=Mini AEP, 4=Puits protégés, 5=Puits ouverts, 6=Eau surface (marigot, rivière, ruisseau, pluies, mares, fleuve, etc.), 7=Autre à préciser	54
1=Latrine traditionnelle, 2=Latrine améliorée, 3=Brousse (dans la nature), 4=W.C avec chasse d'eau, 5=Autre à préciser	54
Quelle est la principale source d'énergie pour la cuisson dans le ménage ? 1=Bois de chauffe, 2= Charbon, 3=Gaz, 4=Electricité, 5= Réchaud à pétrole, 6=Bouses de vache, 7=Tiges de céréales, 8=Autre (à préciser).....	54
Quel est le statut d'occupation du logement du ménage ? 1=Propriétaire, 2=Locataire, 3=Occupe sans payer de location/ logé gratuitement, 4=Autres (à préciser) :.....	54
Quelle est la nature principale du toit du logement ?.....	54
1=Terre, 2=Paille, 3=Bois, 4=Tôle ou métal, 5=Ciment/béton, 6=Tuiles, 7=Peau, 8=Nattes, 9=Autres (à préciser).....	54
Prénoms et nom de l'enquêteur :.....	65
Bibliographie.....	68